

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2382

[2009/202881]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide individuelle à l'intégration des personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, articles 2, 6, 14 et 15;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2004 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2009;

Vu l'avis 46.395/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées, donné le 27 janvier 2009;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2^o l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3^o l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

4^o la personne handicapée : la personne telle que définie par le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

5^o l'aide individuelle à l'intégration : les produits d'assistance, les prestations de services et les aménagements, destinés à compenser le handicap ou à prévenir son aggravation;

6^o le Conseil : le Conseil d'avis pour l'aide individuelle à l'intégration tel que visé par l'article 36, 1^o du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

7^o le Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Agence tel que visé par l'article 31 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, une prise en charge de tout ou partie des dépenses liées à l'aide individuelle à l'intégration peut être accordée en faveur des personnes handicapées, conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Art. 4. La prise en charge de l'aide individuelle à l'intégration est accordée à la personne handicapée pour les frais qui, en raison de son handicap, sont nécessaires à ses activités et/ou sa participation à la vie en société.

Les frais visés à l'alinéa 1^{er} doivent constituer des dépenses supplémentaires à celles qu'une personne valide encourt dans des circonstances identiques.

Les limitations fonctionnelles de la personne handicapée doivent être, au moment de l'introduction de la demande, soit de nature définitive soit d'une durée prévisible d'un an soit à caractère évolutif.

Le montant des dépenses liées à l'aide individuelle à l'intégration est établi par l'Agence sur base d'une étude comparative compte tenu des caractéristiques et des qualités des différentes aides individuelles à l'intégration.

Lorsqu'un choix est possible entre plusieurs solutions équivalentes en terme de fonctionnalité, le montant de l'intervention de l'Agence équivaut au coût de la solution la moins onéreuse.

Art. 5. Pour la personne handicapée ayant atteint l'âge de 65 ans au moment de l'introduction de la demande d'intervention, celle-ci ne peut être accordée que si les frais découlent directement du handicap constaté par l'Agence avant l'âge de 65 ans.

Art. 6. L'annexe du présent arrêté détermine, selon la prestation d'aide individuelle à l'intégration, l'importance et la nature de la limitation des capacités telles que visées à l'article 2 du décret.

Pour ce faire, l'Agence se réfère aux définitions de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé établie par l'Organisation mondiale de la Santé.

Par dérogation à l'article 40 de l'arrêté, l'Agence peut solliciter, selon la prestation d'aide individuelle à l'intégration, un bilan fonctionnel et, le cas échéant, déterminer le type de données pluridisciplinaires requises.

Art. 7. Les frais exposés par la personne handicapée en matière d'aide individuelle à l'intégration ne sont pas pris en charge par l'Agence :

1^o si, dans le cadre d'une législation de réparation ou de droit civil :

a) la personne handicapée s'abstient de réclamer en justice la réparation du préjudice à l'origine de sa demande auprès de l'Agence,

b) la personne handicapée renonce à la procédure ou au fond du droit;

2^o si la personne handicapée bénéficie sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent arrêté, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sauf exceptions reprises à l'annexe du présent arrêté;

3^o si la prise en charge fait l'objet d'une intervention accordée en vertu d'autres dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 8. En aucun cas, la prise en charge ne peut porter sur les prestations suivantes ni, le cas échéant, sur leurs réparations :

1° les produits d'assistance au traitement médical et paramédical, à l'éducation et la rééducation des capacités et à l'entretien de la condition physique, sauf ceux repris à l'annexe du présent arrêté;

2° les prestations de services effectuées par des personnes physiques ou morales, peuvent toutefois être prises en charge les prestations reprises à l'annexe du présent arrêté, ainsi que les frais d'études, d'agrégation et d'architecte visés à l'article 9;

3° l'aide individuelle à l'intégration prêtée, louée, ou mise en leasing;

4° l'aide individuelle à l'intégration d'occasion, sauf exceptions reprises à l'annexe;

5° les constructions et adaptations dans les bâtiments scolaires;

6° les constructions des logements sociaux;

7° les motorisations de portails;

8° les voiturettes, scooters électroniques, systèmes de station debout, tricycles orthopédiques, cadres de marche, coussins d'assise pour la prévention des escarres, systèmes modulaires adaptables pour le soutien de la position d'assise, châssis pour siège-coquille, y compris leurs adaptations respectives, qui ne figurent pas sur la liste de remboursement de l'Assurance soins de santé obligatoire;

9° les orthèses et prothèses;

10° les aliments;

11° l'entretien de l'aide individuelle à l'intégration sauf exceptions reprises à l'annexe.

Art. 9. Les frais exposés correspondent au coût de la prestation d'aide individuelle à l'intégration, de la taxe "recupel" s'il échet, ainsi qu'aux frais d'études, aux frais afférents à la livraison et aux frais d'agrégation et d'architecte qui y sont éventuellement liés, augmentés de la T.V.A.

Art. 10. § 1^{er}. Les frais exposés ne sont pris en considération que jusqu'à concurrence :

1° des frais visés à l'article 4;

2° en tout état de cause, pour les prestations d'aide individuelle à l'intégration figurant à l'annexe du présent arrêté, du montant fixé dans cette annexe.

§ 2. Du montant des frais visés au § 1^{er}, est déduit le montant de la réparation obtenue par décision judiciaire.

§ 3. Sans préjudice de la disposition du § 2, l'Agence accorde à la personne handicapée, à sa demande et dans l'attente de la réparation visée à l'article 7, 1^o, une avance, dont le montant est établi conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, la personne handicapée doit subroger conventionnellement l'Agence dans ses droits et recours à l'encontre du tiers à qui incombe la réparation visée à l'article 7, 1^o.

Art. 11. La demande d'intervention doit être accompagnée des documents requis par l'article 6 de l'arrêté. L'Agence peut, si elle l'estime nécessaire, réclamer des devis ou des offres de prix.

Art. 12. § 1^{er}. Les prestations d'aide individuelle à l'intégration ne sont prises en charge que si elles sont livrées ou prestées au plus tôt le jour de la date de la demande d'intervention.

Les prestations relatives à la réparation d'une aide individuelle à l'intégration peuvent être prises en charge même si la date de la facture relative à ces prestations est antérieure de moins de six mois à la date de la demande d'intervention de réparation.

§ 2. La liquidation des interventions de l'Agence est conditionnée par la remise des factures relatives aux prestations d'aide individuelle à l'intégration, dans un délai d'un an à compter de la notification de la décision d'intervention; ce délai est porté à deux ans, pour les aménagements et adaptations de maisons globaux.

Pour les produits d'assistance pour absorber les urines et matières fécales, les prestations de service reprises à l'annexe ainsi que les chien-guides, la liquidation des interventions de l'Agence est conditionnée par la remise des factures relatives à ces prestations, dans un délai d'un an à compter de la date de la facture.

Art. 13. Sans préjudice de l'application de l'article 8 et des exclusions expressément mentionnées dans l'annexe du présent arrêté, si l'Agence constate qu'une demande de prise en charge d'une aide individuelle à l'intégration répond aux conditions prescrites par le présent arrêté mais que, soit cette aide ne figure pas dans l'annexe, soit elle y figure mais que sa prise en charge ne répond pas à certaines conditions d'octroi reprises à cette annexe, cette demande est soumise à l'avis du Conseil pour l'aide individuelle à l'intégration puis au Comité de gestion pour décision.

Art. 14. Chaque année, le Ministre qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions, peut, sur proposition du Comité de gestion, mettre à jour l'annexe du présent arrêté.

Art. 15. Dans l'article 5, 1^o de l'arrêté, le e) est remplacé par ce qui suit : "aide individuelle à l'intégration".

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2004 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté est applicable aux demandes d'intervention introduites à partir de la date de son entrée en vigueur.

Les décisions individuelles antérieures restent valables jusqu'à leur date d'échéance.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

ANNEXE

I. Dispositions générales.

1.1. Afin de faciliter l'accès à l'information sur les produits d'assistance pour personnes en situation de handicap, l'ensemble des prestations visées dans le présent arrêté sont classées sur base de la classification ISO (International Standard Organisation) des "Produits d'assistance pour personnes en situation de handicap" ISO 9999-2007 (F). Ces prestations doivent satisfaire aux exigences essentielles de santé et de sécurité fixées par la réglementation qui les concerne.

La référence à cette classification n'implique pas la prise en charge par l'Agence de l'ensemble des produits d'assistance regroupés dans toute cette classification.

1.2. Les définitions utilisées dans la présente annexe sont basées sur la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé établie par l'Organisation mondiale de la Santé. Les codes qualificatifs déterminent l'ampleur des limitations fonctionnelles pour réaliser une activité et/ou participer à la vie en société.

Les scores utilisés dans l'annexe pour déterminer les conditions d'intervention se basent sur les codes qualificatifs suivants :

0 = aucune difficulté (peut réaliser l'activité seul).

1 = difficulté légère (peut réaliser l'activité seul mais avec lenteur et/ou stimulations et/ou surveillance).

2 = difficulté modérée (peut réaliser l'activité seul avec une autre aide technique que celle sollicitée).

3 = difficulté grave (l'activité ne peut être réalisée sans une aide humaine **ou** sans l'aide sollicitée).

4 = difficulté absolue (l'activité ne peut être réalisée sans une aide humaine **et** sans l'aide sollicitée).

1.3 L'Agence ne peut pas accorder le renouvellement d'une prestation, ou déroger aux conditions de renouvellement fixées par la présente annexe, sauf en cas d'aggravation du handicap, d'impossibilité de réparation de la prestation, lorsque le coût de la réparation est disproportionné par rapport au coût d'un nouveau matériel équivalent ou dans les cas prévus expressément par la présente annexe.

La date de renouvellement s'établit par rapport à la date de la facture de l'intervention précédente.

1.4. L'Agence peut intervenir dans les réparations des produits d'assistance dans les cas suivants :

1° Lorsque le produit d'assistance à réparer est électrique/électronique et qu'une intervention a été octroyée par l'Agence lors de son achat.

Dans ce cas l'intervention est limitée à 40 %, sauf exceptions prévues par la présente annexe, du prix d'achat du produit d'assistance limité au montant plafond prévu à l'annexe. Cette intervention ne s'applique qu'après expiration du délai de garantie. Cette intervention peut être fractionnée.

2° Lorsque le produit d'assistance est une aide à la mobilité pour laquelle une intervention a été octroyée par l'Assurance soins de santé obligatoire.

Dans ce cas, l'intervention de l'Agence pour ces réparations équivaut à 40 % de la valeur de l'aide à la mobilité et ses adaptations telles qu'elles étaient fixées par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Cette intervention ne s'applique que sur la durée du délai minimum de renouvellement fixé par l'assurance soins de santé obligatoire et après expiration du délai de garantie. Cette intervention peut être fractionnée.

II. Types d'intervention.

1. PRODUITS D'ASSISTANCE AUX SOINS ET A LA PROTECTION PERSONNELS (ISO 09).

1.1 Sièges percés (avec ou sans roulettes) (ISO 09.12.03).

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente une déficience qui affecte gravement ses déplacements.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 134,00 euros plus T.V.A.

1.2. Produits d'assistance pour absorber les urines et les matières fécales.

Exclusion :

Aucune intervention n'est accordée pour les pommades et pour les poudres.

Conditions d'intervention :

a) Le demandeur présente une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale résultant :

1° de lésions neurologiques médullaires ou de lésions (congénitales ou acquises) du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal;

2° ou d'un retard de développement psychomoteur ou mental;

3° ou d'une affection psychique.

b) Un rapport médical doit spécifier :

1° le degré d'incontinence, soit :

— incontinence pour l'urine (y compris exercices de miction et utilisation de sondes vésicales);

— incontinence pour l'urine et les selles, à l'exclusion des incontinenances accidentelles.

2° s'il s'agit d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale;

3° si la personne utilise des sondes.

Pour une première demande, ce rapport médical doit préciser si la pathologie est acquise à vie ou est réversible. Le demandeur doit, le cas échéant, fournir la décision du médecin-conseil de l'assurance soins de santé obligatoire valant pour l'octroi du forfait annuel d'incontinence.

c) Le délai de renouvellement de la demande est établi par l'Agence qui détermine la durée de validité de la décision.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est modulée comme suit :

PLAFOND ANNUEL	PLAFOND ANNUEL REDUIT *
Enfants de 3 à 12 ans	
2.1. : enfants de 6 à 12 ans utilisant les langes seulement la nuit :	
102 EUR plus T.V.A.	25 EUR plus T.V.A.
2.2. : enfants de 3 à 12 ans incontinents sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes :	
527 EUR plus T.V.A.	132 EUR plus T.V.A.
2.3. : enfants de 3 à 12 ans incontinents qui ne se sondent pas, et/ou qui présentent une incontinence fécale :	
692 EUR plus T.V.A.	173 EUR plus T.V.A.
Adultes et enfants de 12 ans et plus (ou de moins de 12 ans qui pour des raisons médicales doivent utiliser des grandes tailles).	
2.4. : personnes incontinentes uniquement la nuit :	
204 EUR plus T.V.A.	51 EUR plus T.V.A.
2.5. : personnes incontinentes sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes :	
856 EUR plus T.V.A.	214 EUR plus T.V.A.
2.6. : personnes incontinentes qui ne se sondent pas et/ou qui présentent une incontinence fécale :	
1.326 EUR plus T.V.A.	331 EUR plus T.V.A.

* intervention limitée au quart du plafond annuel pour les demandeurs fréquentant un internat ou un service résidentiel subventionné par un pouvoir public autre que l'Agence et qui retournent au domicile durant les vacances scolaires.

1.3. Produits d'assistance à l'activité "se laver" et "aller aux toilettes".

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Condition générale d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour se laver et/ou pour aller aux toilettes sans l'aide sollicitée. L'environnement du demandeur ne permet pas de compenser ses difficultés.

Condition spécifique :

Pour les sièges, les brancards-tables à langer et les lève-personnes, le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour garder la position du corps.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Siège percé de toilette et de douche avec assise spéciale (accessoires compris)	1.662,00 EUR plus T.V.A.	09.12.03
Siège de douche mural	371,00 EUR plus T.V.A.	09.33.03
Siège de douche	493,00 EUR plus T.V.A.	09.33.03
Siège de douche munie de 2 grandes roues, percé ou non percé	694,00 EUR plus T.V.A.	09.33.03
Siège de bain	121,00 EUR plus T.V.A.	09.33.03
Siège de bain type relax lift compris	1.432,00 EUR plus T.V.A.	09.33.03
Brancard de douche, table à langer non réglage en hauteur électriquement barrières de sécurité comprises	1.459,00 EUR plus T.V.A.	09.33.12
Brancard de douche table à langer réglable en hauteur électriquement barrières de sécurité comprises	2.603,00 EUR plus T.V.A.	09.33.12
Lève-personne pour le bain avec cadre pivotant	1.004,00 EUR plus T.V.A.	12.36.15

2. Produits d'assistance A LA MOBILITE PERSONNELLE (ISO 12).

2.1. Produit d'assistance à la marche manipulé par un bras (ISO 12.03).

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves pour marcher.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Cannes de marche	11,00 EUR plus T.V.A./pièce	12.03.03
Cannes avec appui antébrachial	19,00 EUR plus T.V.A./pièce	12.03.06
Béquilles avec appui axillaire	37,00 EUR plus T.V.A./pièce	12.03.12
Cannes tripodes	36,00 EUR plus T.V.A./pièce	12.03.16
Cannes quadripodes	52,00 EUR plus T.V.A./pièce	12.03.16

2.2. adaptations pour voitures (ISO 12.12).

Toutes les demandes pour les adaptations visées sous la rubrique 2.2.1. doivent être accompagnées d'un rapport du Centre d'adaptation à la route pour automobilistes handicapés (C.A.R.A.)

Exclusions :

Aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central, la climatisation de la voiture, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques, la direction assistée, les sièges en cuir, les sièges chauffants, les vitres athermiques, les vitres teintées, les adaptations sur les véhicules de la catégorie A3.

Conditions générales d'intervention :

a) Les adaptations doivent servir à la personne handicapée conductrice de la voiture. Celle-ci doit fournir une copie de son permis de conduire adapté, en ordre de validité et conforme aux dispositions légales relatives au permis de conduire.

Lorsque la personne handicapée doit être véhiculée par un tiers, seules les adaptations visées sous les rubriques 2.2.1.13. à 2.2.1.17. et 2.2.2., exceptée l'adaptation visée à la rubrique 2.2.2.23., peuvent faire l'objet d'une intervention.

b) L'adaptation doit être faite :

1° sur une voiture neuve;

2° sur une voiture, achetée neuve ou d'occasion, ayant moins de cinq ans au moment de la demande d'intervention;

c) En cas de changement de la voiture avant un délai de cinq ans une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si le changement est dû à un usage professionnel intensif, à une modification de la situation professionnelle ou de la composition de famille, ou à une aggravation du handicap.

d) Endéans le délai de cinq ans, l'aménagement n'est pas renouvelé lorsque la voiture doit être réparée ou remplacée à la suite d'un accident.

e) Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'une copie de l'attestation d'agrément de l'adaptation d'un véhicule automobile, établie par le Ministère des Communications et de l'Infrastructure, conformément aux directives réglementaires en la matière.

2.2.1. Adaptations permettant de conduire des voitures.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

	Intitulé des adaptations	Montant plafond	Code ISO
2.2.1.1.	Système mécanique d'accélération et de freinage	1.377,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.2.	Système pneumatique d'accélération et de freinage au volant	1.888,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.3.	Système électronique d'accélération et de freinage au volant	2.376,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.4.	Frein de service renforcé avec système de secours	6.800,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.5.	Adaptation d'une pédale (ou placement de cache-pédales)	275,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.6.	Adaptations de la boîte de vitesse et de l'embrayage	826,00 EUR plus T.V.A.	12.12.04
2.2.1.7.	Frein à main électrique	1.450,00 EUR plus T.V.A.	12.12.05
2.2.1.8.	Boule au volant	37,00 EUR plus T.V.A.	12.12.07
2.2.1.9.	Orthèse au volant	150,00 EUR plus T.V.A.	12.12.07
2.2.1.10.	Volant adapté	380,00 EUR plus T.V.A.	12.12.07
2.2.1.11.	Direction assistée renforcée avec système de secours	5.400,00 EUR plus T.V.A.	12.12.07
2.2.1.12.	Dispositifs de commandes adaptés (feux, essuie et lave-glaces, avertisseur sonore, indicateur de direction, feux antibrouillard,...)	1.693,00 EUR plus T.V.A.	12.12.08
2.2.1.13.	Siège adapté aux formes corporelles	1.387,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.1.14.	Réglages électriques haut-bas-avant-arrière du cadre sur siège d'origine avec agrandissement de l'ouverture de porte	1.132,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12

	Intitulé des adaptations	Montant plafond	Code ISO
2.2.1.15.	Réglages électriques haut-bas-avant-arrière-pivotant du cadre sur siège d'origine avec agrandissement de l'ouverture de porte	3.771,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.1.16.	Glissières mécaniques (placement ou rallongement ou déplacement)	809,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.1.17.	Glissières électriques (placement ou rallongement ou déplacement)	1.619,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.1.18.	Rehausse du plancher	250,00 EUR plus T.V.A.	12.12.27

2.2.2. Transformations permettant l'accès aux voitures.

Exclusions :

Aucune intervention de l'Agence n'est accordée pour les sièges arrières, complémentaires ou supplémentaires, dans la voiture de catégorie N (voiture affectée au transport de marchandises).

Conditions spécifiques d'intervention :

a) **Pour les sièges arrière complémentaires ou supplémentaires dans une voiture**, l'intervention de l'agence n'est accordée que si ceux-ci et les modifications nécessaires pour leur installation sont justifiés par le transport du demandeur installé dans la voiturette.

b) **Pour les sièges et coussins de voitures conçus spécialement**, le demandeur soit fait usage d'une voiturette pour laquelle l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue, soit souffre d'une limitation fonctionnelle grave qui l'empêche de rester assis sur un siège de voiture ordinaire ou qui l'empêche de s'asseoir et de se mettre debout sans l'aide sollicitée et/ou de manipuler les commandes du siège ordinaire.

En outre, pour les sièges adaptés pivotant-sortant pour enfant dans une voiture, le demandeur est âgé de plus de trois ans au moment de la demande d'intervention.

c) **Pour les lève-personnes pour voitures, les lève-personnes permettant de soulever une personne assise dans sa voiturette à l'intérieur d'une voiture, les produits d'assistance au chargement des voiturettes sur une voiture, les équipements d'arrimage d'une voiturette dans une voiture, les adaptations de la carrosserie de la voiture**, le demandeur fait usage d'une voiturette pour laquelle l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue.

d) **Pour l'automatisation du hayon arrière ou de la porte latérale coulissante**, le demandeur, conducteur, fait usage d'une voiturette pour laquelle l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue et accède à sa voiture par le hayon arrière ou par la porte latérale coulissante.

Modalités spécifiques d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût des différentes transformations permettant l'accès à la voiture est limitée à 8.538,00 euros plus T.V.A.

	Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
2.2.2.1.	Siège adapté aux formes corporelles	1.387,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.2.	Sièges adaptés pivotant-sortant pour enfant avec agrandissement de l'ouverture de porte	1.182,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.3.	Sièges arrière complémentaires ou supplémentaires ainsi que les modifications nécessaires installés dans une voiture destinée au transport de personnes	500,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.4.	Cadres pivotants ou pivotants/sortants avec agrandissement de l'ouverture de porte	2.000,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.5.	Réglages électriques haut-bas-avant-arrière du cadre sur siège d'origine avec agrandissement de l'ouverture de porte	1.132,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.6.	Réglages électriques haut-bas-avant-arrière-pivotant du cadre sur siège d'origine avec agrandissement de l'ouverture de porte	3.771,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.7.	Ceintures de sécurité de voiture et harnais	247,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.8.	Glissières mécaniques (placement ou rallongement ou déplacement)	809,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.9.	Glissières électriques (placement ou rallongement ou déplacement)	1.619,00 EUR plus T.V.A.	12.12.12
2.2.2.10.	Lève-personnes (à l'exclusion des voiturettes)	2.886,00 EUR plus T.V.A.	12.12.15
2.2.2.11.	Lève-personnes permettant de soulever une personne assise dans sa voiturette à l'intérieur d'une voiture	5.807,00 EUR plus T.V.A.	12.12.18
2.2.2.12.	Planchers d'accès à la voiture	1.500,00 EUR plus T.V.A.	12.12.18
2.2.2.13.	Treuil (pour embarquement par un tiers d'une personne assise dans sa voiturette à l'intérieur d'une voiture)	1.150,00 EUR plus T.V.A.	12.12.18
2.2.2.14.	Chargement de la voiturette dans l'habitacle par bras manipulateur électrique	2.439,00 EUR plus T.V.A.	12.12.21

	Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
2.2.2.15.	Chargement de la voiturette dans l'habitacle par bras manipulateur électrique avec modification de la portière arrière	5.488,00 EUR plus T.V.A.	12.12.21
2.2.2.16.	Chargement de la voiturette sur le toit	4.210,00 EUR plus T.V.A.	12.12.21
2.2.2.17	Chargement d'une voiturette manuelle pliante dans le coffre par bras manipulateur	1.697,00 EUR plus T.V.A.	12.12.21
2.2.2.18.	Chargement d'une voiturette électrique dans le coffre par bras manipulateur	2.772,00 EUR plus T.V.A.	12.12.21
2.2.2.19.	Equipement d'arrimage d'une voiturette dans une voiture	929,00 EUR plus T.V.A.	12.12.24
2.2.2.20.	Abaissement du plancher arrière	7.840,00 EUR plus T.V.A.	12.12.27
2.2.2.21.	Rehaussement du toit	7.26,00 EUR plus T.V.A.	12.12.27
2.2.2.22.	Aplanissement du plancher	5.81,00 EUR plus T.V.A.	12.12.27
2.2.2.23.	Automatisation du hayon arrière ou de la porte latérale coulissante	2.420,00 EUR plus T.V.A.	12.12.27

2.3. Voiturettes/fauteuils roulants (ISO 12.22 et 12.23).

Les demandes doivent être accompagnées de la décision du médecin-conseil et des documents de demande tels que mentionnés dans la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance soins de santé obligatoire pour les aides à la mobilité, l'Agence s'alignant sur les critères d'admission et de remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire pour fonder sa décision.

Exclusions :

Aucune intervention de l'Agence n'est accordée dans le coût d'une voiturette autre qu'une voiturette manuelle standard.

Conditions générales d'intervention :

a) L'Agence est susceptible d'intervenir dans le coût d'une voiturette manuelle standard supplémentaire à la voiturette accordée par l'assurance soins de santé obligatoire au demandeur, à condition que celui-ci en justifie la nécessité en raison de l'utilisation au domicile d'un élévateur d'escaliers avec siège ou, si la voiture n'a pas été adaptée, en raison de difficultés de transport et/ou de manipulation de la voiturette.

b) L'Agence est susceptible d'intervenir complémentirement dans le coût d'une voiturette électrique pour adulte ou pour enfant accordée par l'assurance soins de santé obligatoire.

c) Les frais d'entretien qui résultent d'une usure normale de la voiturette octroyée par l'Agence ou par l'assurance soins de santé obligatoire peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond annuel correspondant à 10 % de la valeur de la voiturette et de ses adaptations nomenclaturées, telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Cette intervention peut être fractionnée.

d) Les frais de réparation qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu à la voiturette octroyée par l'Agence ou par l'assurance soins de santé obligatoire peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond correspondant à 40 % de la valeur de la voiturette et de ses adaptations et du coussin d'assise nomenclaturés telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Ce plafond s'applique sur la durée du délai minimum de renouvellement fixé par l'assurance soins de santé obligatoire.

Modalités d'intervention.

2.3.1. L'intervention de l'Agence dans le coût de la voiturette supplémentaire est limitée aux montants de remboursement prévus par l'assurance soins de santé obligatoire, pour une voiturette manuelle standard avec ses adaptations et le coussin d'assise pour la prévention d'escarres suivant les critères de remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire pour adulte ou pour enfant.

2.3.2. L'intervention complémentaire de l'Agence dans le coût de la voiturette électrique est limitée à la moitié des montants de remboursement accordés par l'assurance soins de santé obligatoire pour la voiturette électrique avec ses adaptations et le coussin d'assise pour la prévention d'escarres et ce, jusqu'à concurrence des frais exposés.

2.4. produits d'assistance permettant de lever (ISO 12.36).

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Condition d'intervention :

Le demandeur est incapable de se mouvoir seul suite à des limitations fonctionnelles graves.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence pour les sangles est limitée à 2 sangles par demandeur (bain, toilette).

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Lève-personne mobile électrique	1.587,00 EUR plus T.V.A.	12.36.03 ou 12.36.06
Kit supplémentaire au lève-personne pour voiture pour usage à domicile :	990,00 EUR plus T.V.A.	12.12.15
Lève-personne électrique sur rail localisé dans une pièce avec déplacement latéral manuel	3.767,00 EUR plus T.V.A.	12.36.12
Lève-personne électrique sur rail localisé dans plusieurs pièces avec déplacement latéral manuel	4.955,00 EUR plus T.V.A.	12.36.12
Lève-personne électrique sur rail localisé dans une pièce avec déplacement motorisé	4.481,00 EUR plus T.V.A.	12.36.12

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Lève-personne électrique sur rail localisé dans plusieurs pièces avec déplacement motorisé	5.383,00 EUR plus T.V.A.	12.36.12
Sangles	228,00 EUR plus T.V.A.	12.36.21
Châssis-mains et supports cuisses	840,00 EUR plus T.V.A.	12.36.21

2.5. Cannes (blanches) tactiles et cannes blanches (ISO 12.39.03).

Conditions d'intervention :

- a) Le demandeur présente des difficultés graves pour se déplacer dans différents lieux. Ses difficultés découlent d'une déficience de ses fonctions visuelles;
- b) Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but;
- c) Le délai de renouvellement est fixé à un an.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 28,00 euros plus T.V.A. pour la canne et 16,00 euros plus T.V.A. pour un embout spécial.

2.6. Chien-guide.

Exclusion :

Aucune intervention n'est accordée pour l'assistance animalière autre que les chiens-guides.

Conditions d'intervention :

- a) Le demandeur présente des difficultés graves pour se déplacer dans différents lieux. Ses difficultés découlent d'une déficience de ses fonctions visuelles.
- b) Le chien-guide doit être fourni par l'intermédiaire d'un instructeur ou d'une association agréés par l'Agence ou le Ministre selon les critères définis à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 portant exécution du décret du 23 novembre 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance des établissements et installations destinés au public.

Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'un rapport de suivi positif établi par un instructeur ou une association agréé trois mois après la date de la mise à disposition du chien-guide auprès de la personne handicapée.

- c) L'intervention dans le coût d'achat d'un chien-guide peut être renouvelée sur attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant de l'instructeur ou de l'association agréé qui a délivré le chien acquis précédemment.

Modalité d'intervention :

L'Agence octroie une intervention forfaitaire dans le coût d'achat et du dressage du chien, ainsi que dans le coût de la formation du demandeur. Cette intervention est limitée à 4.704,00 euros plus T.V.A.

3. AMENAGEMENTS ET ADAPTATIONS DE MAISONS ET AUTRES LIEUX (ISO 18).

3.1. construction d'un logement adapte/adaptation d'un logement existant.

Exclusions :

- a) Aucune intervention n'est accordée pour les résidences secondaires.
- b) En cas d'adaptation d'un logement dont le demandeur est locataire, aucune intervention n'est accordée, à l'expiration du bail, pour la remise du logement dans son état d'origine.
- c) Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et/ou subventionnés ou autorisés à prendre en charge des personnes handicapées par l'Agence.

Condition générale d'intervention :

Soit le demandeur fait usage d'une voiturette ou d'un scooter pour laquelle ou lequel l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue, soit le demandeur a des difficultés graves pour se déplacer dans la maison.

Conditions spécifiques d'intervention

- a) **Pour le mobilier de cuisine**, le demandeur a des difficultés graves pour soulever et porter des objets et/ou pour des activités de motricité fine et/ou pour l'utilisation des mains et des bras.
- b) **En cas de demande de construction**, une attestation de l'architecte doit justifier l'augmentation des surfaces rendue nécessaire pour permettre la circulation en fauteuil roulant par rapport à la même construction non adaptée. Une copie des plans y est jointe.

En cas de demande d'adaptation, l'Agence peut solliciter le plan du logement reprenant la situation de celui-ci avant et après adaptation.

c) La personne handicapée ou l'un de ses représentants légaux doit produire :

1° **si elle ou il est propriétaire ou copropriétaire**, l'acte de propriété du terrain, les prescriptions urbanistiques et esthétiques éventuelles, le permis de bâtir ou l'acte de propriété du logement à adapter;

2° **s'il est prévu que la personne handicapée louera le logement à construire**, un acte par lequel le propriétaire du logement s'engage à louer celui-ci à la personne handicapée, par la conclusion d'un bail enregistré, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du jour de notification de la décision prise par l'Agence, par tranche d'intervention de 618,00 euros plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans;

3° **si la personne handicapée est locataire du logement existant à adapter**, un bail enregistré, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. La durée de la location est fixée à un an à dater du jour de notification de la décision prise par l'Agence, par tranche d'intervention de 618,00 euros plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logement de service public, le demandeur doit apporter la preuve d'une concertation préalable avec ladite société. Cette preuve de concertation contiendra notamment :

- un document prouvant que le demandeur a préalablement introduit une candidature en vue d'obtenir un logement social adapté ou adaptable;
- un projet de réalisation des adaptations en fonction des besoins spécifiques;
- la réponse motivée du gérant de la société de logement de service public;

4° s'il est prévu que la personne handicapée sera hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle elle forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, propriétaire du logement à construire ou à adapter, un acte par lequel celui-ci s'engage à le louer à la personne handicapée, en cas de rupture de la vie commune, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du jour de notification de la décision prise par l'Agence, par tranche d'intervention de 618,00 euros plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans;

5° s'il est prévu que la personne handicapée sera hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle elle forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, locataire du logement à adapter, les documents repris sous 3°.

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

e) Le cumul de l'intervention prévue pour l'adaptation d'un logement existant avec celle prévue pour la construction d'un logement adapté est exclu, sauf en cas de déménagement visé au point d).

Modalités d'intervention :

a) L'intervention totale de l'Agence dans le coût est limitée pour :

3.1.1. La construction d'un logement adapté : à 8 % du coût du logement à construire hors T.V.A., jusqu'à concurrence d'un montant de 8.791,00 euros plus T.V.A.

3.1.2. L'adaptation d'un logement existant : à 19.381,00 euros plus T.V.A. Ce montant peut être fractionné.

Dans cette intervention totale sont comprises les sommes de :

3.1.2.1. 4.333,00 euros plus T.V.A. pour l'adaptation des voies d'accès au logement existant;

3.1.2.2. 3.000,00 euros plus T.V.A. pour le mobilier adapté et/ou sanitaires.

b) L'intervention de l'Agence peut être cumulée avec des aides accordées par d'autres pouvoirs publics, à condition que celles-ci n'aient pas comme objets la prévention ou la compensation d'un handicap.

3.2. Fauteuils avec mécanisme pour aider à se lever et s'asseoir.

Exclusions :

a) Aucune intervention n'est accordée pour les fauteuils type relax, manuels ou électriques ne disposant pas d'un mécanisme électrique pour aider le demandeur à se lever et s'asseoir.

b) Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves pour s'asseoir et se mettre debout seul dans un fauteuil standard.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 355,00 euros plus T.V.A.

3.3. Sièges-lift.

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Conditions d'intervention :

Le demandeur présente une limitation fonctionnelle entraînant des difficultés graves pour marcher.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Chaise de travail à vérin à gaz	1.054,00 EUR plus T.V.A.	18.09.21
Chaise de travail électrique	2.339,00 EUR plus T.V.A.	18.09.21

3.4. Lits et sommiers amovibles/support de matelas avec réglage motorisé (ISO 18.12.10).

Exclusions :

a) Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

b) Aucune intervention n'est octroyée pour la literie (ISO 18.12.15) et les matelas et protèges matelas (18.12.18) sauf exceptions prévues au point 3.5. de l'annexe.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves pour se coucher.

Modalité d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.349,00 euros plus T.V.A. (barrières et potence comprises).

3.5 Matelas alternating (04.33.06).

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Conditions d'intervention :

Le demandeur :

— soit présente des escarres;

— soit a présenté des escarres et est à la fois :

* incapable de se transférer seul et de se mobiliser dans le lit par ses propres moyens;

* alité en permanence ou ne sort du lit que pendant une durée approximative d'une à deux heures maximum.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 785,00 euros plus T.V.A.

3.6. Barres et poignées d'appui (ISO 18.18.06).

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et/ou subventionnés ou autorisés à prendre en charge des personnes handicapées par l'Agence.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves pour changer et maintenir la position de corps ou pour se déplacer dans différents lieux.

Modalité d'intervention.

L'intervention de l'Agence est limitée à 662,00 euros plus T.V.A. pour l'ensemble de l'ISO 18.18.

3.7. dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes, de fenêtres et de rideaux (ISO 18.21).

Exclusion :

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et/ou subventionnés ou autorisés à prendre en charge des personnes handicapées par l'Agence.

Conditions d'intervention

Le demandeur :

1° fait usage d'une voiturette ou d'un scooter pour laquelle ou lequel l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue.

2° ou présente des difficultés graves pour l'utilisation des mains et des bras.

3° pour la commande d'ouverture de la porte de garage, le demandeur doit être conducteur du véhicule; s'il ne l'est pas, le garage doit représenter pour lui le seul accès possible à l'habitation.

Modalités d'intervention :

L'intervention totale de l'Agence dans le cout est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Motorisation porte débordante de garage	752,00 EUR plus T.V.A.	18.21.03
Motorisation porte non débordante de garage	1.126,00 EUR plus T.V.A.	18.21.03
Motorisation porte	2.059,00 EUR plus T.V.A.	18.21.03

3.8. Produits d'assistance pour l'accessibilité verticale (ISO 18.30)

Le coût des travaux de réaménagement du logement causés par le placement des dispositifs de changement de niveau est imputable au point 3.1 "Construction d'un logement adapté/adaptation d'un logement existant" dans les limites de l'enveloppe prévue au point a) 3.1.2. des modalités d'intervention.

L'appareil ne peut être placé que dans une maison unifamiliale.

Exclusions :

a) Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et/ou subventionnés ou autorisés à prendre en charge des personnes handicapées par l'Agence.

b) Aucune intervention de l'Agence n'est accordée pour les résidences secondaires.

Conditions générales d'intervention.

La personne handicapée ou l'un de ses représentants légaux doit produire :

1° si elle ou il est propriétaire ou copropriétaire, l'acte de propriété du logement à adapter;

2° si la personne handicapée est locataire, un bail enregistré, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. La durée de la location est fixée à un an à dater du jour de notification de la décision prise par l'Agence, par tranche d'intervention de 618,00 euros plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logement de service public, le demandeur doit apporter la preuve d'une concertation préalable avec ladite société et d'un projet de réalisation des adaptations en fonction de ses besoins spécifiques;

3° si la personne handicapée est hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle elle forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, propriétaire du logement à adapter, un acte par lequel l'hébergeant s'engage à le lui louer, en cas de rupture de la vie commune, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du jour de notification de la décision prise par l'Agence, par tranche d'intervention de 618,00 euros plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans;

4° si la personne handicapée est hébergée par une personne visée sous 3° qui est locataire, les documents repris sous 2°;

5° le plan du logement reprenant la situation de celui-ci avant et après adaptation.

3.8.1. Monte-charge et plates-formes élévatrices.

Conditions spécifiques d'intervention :

a) Le demandeur présente des difficultés graves pour se déplacer dans la maison. En outre, il présente ou est susceptible de présenter des difficultés absolues à se transférer sur un élévateur d'escaliers avec siège.

b) L'appareil doit satisfaire aux dispositions des arrêtés royaux, transposant ou non des directives européennes, qui lui sont applicables. A cet égard, il doit à tout le moins :

1° être pourvu du marquage "CE";

2° être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

c) Préalablement à l'installation, un organisme agréé et accrédité effectue une analyse de risque afin d'établir un cahier des charges. L'organisme atteste que l'offre est conforme au cahier des charges.

d) L'organisme de contrôle agréé et accrédité atteste que l'installation de la plate-forme a été réalisée conformément au cahier des charges visé sous c).

e) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Plates-formes pour élévations jusqu'à 3 m	13.687,00 EUR plus T.V.A.	18.30.06
Plates-formes pour élévations supérieures à 3 m	22.536,00 EUR plus T.V.A.	18.30.06
Frais annexes directement liés au placement de la plate-forme	19.55,00 EUR plus T.V.A.	18.30.06
Les frais d'entretien, qui résultent d'une usure normale du système pour élévation pour lequel l'Agence est intervenue	Plafond annuel correspondant à 3 % du montant des frais exposés visés à l'article 10, § 1 ^{er} . Cette intervention peut être fractionnée.	18.30.06
Les frais de réparation, qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu au système d'élévation pour lequel l'Agence est intervenue	Plafond correspondant à 30 % du montant des frais exposés visés à l'article 10, § 1 ^{er} . Cette intervention peut être fractionnée.	18.30.06

3.8.2. Elévateurs d'escaliers avec siège (ISO 18.30.10).

Conditions spécifiques d'intervention.

a) le demandeur :

1° fait usage d'une voiturette ou d'un scooter pour laquelle ou lequel l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue;

2° ou, présente des difficultés graves pour se déplacer dans la maison.

b) L'appareil doit satisfaire aux dispositions des arrêtés royaux, transposant ou non des directives européennes, qui lui sont applicables. A cet égard, il doit à tout le moins :

1° être pourvu du marquage "CE";

2° être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

c) Un organisme de contrôle agréé et accrédité atteste que l'appareillage est installé de manière sûre.

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

Modalités spécifiques d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers droits	4.958,00 EUR plus T.V.A.	18.30.10
Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers avec une courbe	7.000,00 EUR plus T.V.A.	18.30.10
Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers avec plus d'une courbe	750,00 EUR plus T.V.A./ courbe supplémentaire à ajouter au montant pla- fond prévu pour les éléva- teurs d'escaliers avec siège pour escaliers avec une courbe	18.30.10
Système électrique permettant au siège de pivoter durant la montée	950,00 EUR plus T.V.A.	18.30.10
Electrification du rail rabattable	863,00 EUR plus T.V.A.	
Les frais d'entretien, qui résultent d'une usure normale de l'élévateur d'escaliers avec siège pour lequel l'Agence est intervenue	Plafond annuel correspon- dant à 3 % du montant des frais exposés visés à l'arti- cle 10, § 1 ^{er} . Cette intervention peut être fractionnée.	18.30.10
Les frais de réparation, qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu à l'élévateur d'escaliers avec siège pour lequel l'Agence est intervenue	Plafond correspondant à 30 % du montant des frais exposés visés à l'article 10, § 1 ^{er} . Cette intervention peut être fractionnée.	18.30.10

3.8.3 Rampes portables (ISO 18.30.15).

Condition spécifique d'intervention :

Le demandeur fait usage d'une voiturette ou d'un scooter pour laquelle ou lequel l'assurance soins de santé et indemnité est intervenue.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Rampes portables de 2 m, coulissantes	601,00 EUR plus T.V.A.	18.30.15
Rampes portables de 3 m, coulissantes	902,00 EUR plus T.V.A.	18.30.15
Plancher portable de 2 m, coulissant	1.157,00 EUR plus T.V.A.	18.30.15

4. PRODUITS D'ASSISTANCE A LA COMMUNICATION ET A L'INFORMATION (ISO 22).

a) Outre les conditions générales et/ou spécifiques d'intervention, le demandeur doit démontrer que le produit d'assistance sollicité s'inscrit dans un projet d'interventions personnalisé stipulant :

- 1) qu'il dispose des pré-requis à l'utilisation du produit d'assistance ou qu'il suit une formation dans ce but;
- 2) qu'il fait usage du produit d'assistance de manière fréquente ou régulière;
- 3) que les soutiens, relations et attitudes des aidants proches, professionnels et/ou naturels, sont des facilitateurs.

b) Dans le cas où la combinaison d'un produit d'utilisation courante et d'une adaptation spécifique est, à efficacité égale, moins onéreuse qu'un dispositif entièrement spécifique rendant le même service, l'Agence intervient pour l'ensemble de la combinaison, y compris l'élément d'utilisation courante.

Exclusions :

a) Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de produit d'assistance utilisé uniquement sur le lieu de la scolarité dans l'enseignement spécialisé, sauf lorsque le demandeur ne fréquente pas le type d'enseignement prévu pour son handicap.

b) Les interventions ne concernent en aucun cas le prix du raccordement au réseau, ni l'abonnement, ni le coût des communications, ni les périphériques de stockage d'information.

4.1. Produits d'assistance à l'activité lire.

Condition générale d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour lire.

Les produits et systèmes techniques pour la communication en possession du demandeur ne permettent pas de compenser ces difficultés.

Conditions spécifiques d'intervention :

Pour la vidéo-loupe à fonction double caméra (ISO 22.03.18) :

Le demandeur doit en justifier l'utilisation sur le lieu de la scolarité dans l'enseignement ordinaire primaire, secondaire ou supérieur, ou dans l'enseignement spécialisé non adapté aux déficients visuels, ou sur le lieu de l'activité professionnelle lorsqu'un agrandissement d'informations se trouvant à deux endroits différents est nécessaire.

Pour la machine à lire (ISO 22.30.21).

Le demandeur doit démontrer qu'il ne recourt pas à l'outil informatique avec scanner et relecteur d'écran.

Pour les barrettes (ISO 22.39.03).

Le demandeur doit pouvoir démontrer une connaissance suffisante de la lecture braille ou de son engagement dans un processus de formation lui permettant d'acquérir ces pré-requis.

Pour les mises à jour des logiciels grossissants, grossissants avec retour vocal et relecteur d'écran (ISO 22.39.12).

Le demandeur doit en justifier la nécessité par l'obsolescence des mises à jour fournies avec le logiciel lors de l'achat.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Vidéo-loupe poste fixe non connectée à l'ordinateur	3.676,00 EUR plus T.V.A.	22.03.18
Vidéo-loupe portable non connectée à l'ordinateur	907,00 EUR plus T.V.A.	22.03.18
Vidéo-loupe connectée à l'ordinateur	4.717,00 EUR plus T.V.A.	22.03.18
Vidéo-loupe avec fonction double caméra	6.604,00 EUR plus T.V.A.	22.03.18
Téléphones pour réseaux mobiles avec relecteur d'écran ou logiciel grossissant	391,00 EUR plus T.V.A.	22.24.06
Détecteurs de couleurs	200,00 EUR plus T.V.A.	22.27.06
Lecteur d'étiquettes	217,00 EUR plus T.V.A.	22.27.06
Lecteur de livres	279,00 EUR plus T.V.A.	22.30.03
Machine à lire	2.588,00 EUR plus T.V.A.	22.30.21
Ordinateurs fixes ou portables	450,00 EUR plus T.V.A.	22.33.01
Scanners	166,00 EUR plus T.V.A.	22.36.12
Imprimantes	80,00 EUR plus T.V.A.	22.39.06
Ecran de taille supérieure (plus de 19 pouces)	200,00 EUR plus T.V.A.	22.39.03
Barrettes classiques (40 caractères)	5.849,00 EUR plus T.V.A.	22.39.03
Grandes barrettes (plus de 40 caractères)	10.301,00 EUR plus T.V.A.	22.39.03

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Synthèses vocales unilingues	490,00 EUR plus T.V.A.	22.39.09
Logiciel grossissant	495,00 EUR plus T.V.A.	22.39.12
Logiciel grossissant avec retour vocal	665,00 EUR plus T.V.A.	22.39.12
Mise à jour de logiciels grossissants	185,00 EUR plus T.V.A.	22.39.12
Relecteurs d'écran ou logiciels de traitement de texte	1.415,00 EUR plus T.V.A.	22.39.12 ou 22.12.24
Mise à jour des relecteurs d'écran	840,00 EUR plus T.V.A.	22.39.12

4.2. Produits d'assistance à l'activité écrire.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour écrire. Les produits et systèmes techniques pour la communication en possession du demandeur ne permettent pas de compenser ces difficultés.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Machines à écrire manuelles/électriques/parlantes pour le Braille	735,00 EUR plus T.V.A. coffre compris	22.12.15
Dispositifs électroniques portables de prise de notes pour les utilisateurs de braille	8.000,00 EUR plus T.V.A.	22.12.21
Ordinateurs fixes ou portables	450,00 EUR plus T.V.A.	22.33.01
Scanners	166,00 EUR plus T.V.A.	22.36.12
Imprimantes	80,00 EUR plus T.V.A.	22.39.06
Imprimantes braille	4.026,00 EUR plus T.V.A.	22.39.06

4.3. Produits d'assistance à l'activité écouter.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente, des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour écouter.

Les produits et systèmes techniques pour la communication en possession du demandeur ne permettent pas de compenser ces difficultés.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Systèmes de transmission par fréquence radio : transmetteur de son sans fil	2.521,00 EUR plus T.V.A.	22.18.24
Casque infrarouge	314,00 EUR plus T.V.A.	22.18.39
Téléphones mobiles avec télécopie intégrée (GSM permettant l'envoi et la réception d'e-mails)	150,00 EUR plus T.V.A.	22.24.06
Téléphones à amplificateurs de son et accessoires (appareils standards avec amplification supérieure)	200,00 EUR plus T.V.A.	22.24.03
Fax	80,00 EUR plus T.V.A.	22.24.09
Amplificateurs d'interphones d'entrées et vidéophones	Coût du système (placement et poste supplémentaire éventuel compris) : 747,00 EUR plus T.V.A.	22.24.30
Avertisseurs avec signaux visuels	L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations est limitée à 1.333,00 EUR plus T.V.A.	22.27.03
Avertisseurs avec signaux mécaniques		22.27.09
Réveils vibrants et/ou lumineux		22.27.12
Systèmes environnementaux d'alarme d'urgence		22.27.21
Ordinateurs fixes ou portables		22.33.01
Scanners	166,00 EUR plus T.V.A.	22.36.12
Imprimantes	80,00 EUR plus T.V.A.	22.39.06

4.4. Produits d'assistance pour l'activité converser et utiliser des appareils et des techniques de communication.

Condition générale d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour utiliser des appareils et/ou des techniques de communication. Les produits et systèmes techniques pour la communication en possession du demandeur ne permettent pas de compenser ces difficultés.

Condition spécifique d'intervention.

Pour les interphones d'entrée :

Le demandeur doit présenter des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour marcher.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Intitulé des aides	Montant plafond	Code ISO
Produits d'assistance à la communication avec accès direct ou indirect offrant un nombre limité de messages	1.500,00 EUR plus T.V.A.	22.21.09
Produits d'assistance à la communication avec accès direct ou indirect utilisant le code alphabétique	4.800,00 EUR plus T.V.A.	22.21.09
Produit d'assistance à la communication à écran tactile fonctionnant sans logiciel	7.400,00 EUR plus T.V.A.	22.21.09
Produit d'assistance à la communication à écran tactile fonctionnant avec logiciel	10.000,00 EUR plus T.V.A.	22.21.09
Logiciel de communication	1.200,00 EUR plus T.V.A.	22.21.09
Téléphones filaires, téléphones sans fil GSM grandes touches	90,00 EUR plus T.V.A.	22.24.03 22.24.06
Interphones d'entrée	Coût du système (placement et poste supplémentaire éventuel compris) limité à 747,00 EUR plus T.V.A.	22.24.30
Ordinateurs fixes ou portables	450,00 EUR plus T.V.A.	22.33.01
Scanners	166,00 EUR plus T.V.A.	22.36.12
Imprimantes	80,00 EUR plus T.V.A.	22.39.06
Dispositifs d'entrée standards, claviers et systèmes de commande	250,00 EUR plus T.V.A.	22.36.03
Dispositifs d'entrée adaptés	2.500,00 EUR plus T.V.A.	22.36.06
Commandes par mouvements de la tête	3.161,00 EUR plus T.V.A.	22.36.06

5. Systèmes de contrôle de l'environnement sans reconnaissance vocale (ISO 24.13.03).

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés absolues (code qualificatif minimal 4) pour manipuler ou saisir les commandes d'équipement électriques et électroniques du logement et fait usage d'une voiturette électronique pour laquelle l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue.

Modalité d'intervention :

L'intervention totale de l'Agence dans le coût du système de contrôle de l'environnement est limitée à 3.800,00 euros plus T.V.A. L'intervention de l'Agence peut être fractionnée.

6. Produits d'assistance divers.

Condition d'intervention :

Le demandeur présente des difficultés graves (code qualificatif minimal 3) pour porter, déplacer et manipuler des objets ou pour utiliser des appareils et des techniques de communication ou pour changer et maintenir la position du corps sans le recours à l'aide sollicitée.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 500,00 euros plus T.V.A. valable pour l'ensemble des produits d'assistance et pour une durée de cinq ans.

7. PRESTATIONS DE SERVICES.

7.1. Complément d'apprentissage à la pratique de la conduite d'une voiture non - adaptée/adaptée pour l'obtention du permis de conduire.

Par voiture adaptée, on entend une voiture dont les adaptations doivent faire l'objet d'une agréation établie conformément aux directives réglementaires en la matière.

Condition d'intervention :

Le demandeur doit fournir une attestation établie par le C.A.R.A. spécifiant qu'il doit bénéficier d'heures supplémentaires d'apprentissage de la conduite automobile.

L'attestation doit fixer le nombre d'heures.

Modalités d'intervention :

Le montant horaire est limité à 42,00 euros plus T.V.A. par heure de cours.

L'intervention ne peut être fractionnée.

7.2. Complément d'apprentissage de la théorie pour l'obtention du permis de conduire.

Condition d'intervention :

Le demandeur doit présenter un trouble grave des fonctions de l'audition et des fonctions vestibulaires qui entrave l'apprentissage de la théorie pour l'obtention du permis de conduire.

Modalité d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût de la prestation est limitée à 89,00 euros plus T.V.A.

7.3. Frais liés au contrôle technique pour les voitures adaptées.

Modalités d'intervention.

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

1° 30,00 euros T.V.A.C., lorsqu'il n'y a pas de test pollution diesel;

2° 36,00 euros T.V.A.C., lorsqu'il y a un test de pollution diesel.

7.4. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité.

Conditions d'intervention :

a) Le demandeur présente des difficultés graves pour se déplacer dans différents lieux. Ses difficultés découlent d'une déficience de ses fonctions visuelles.

b) La formation doit être dispensée par une instance reconnue par l'Agence pour les techniques d'orientation et de mobilité.

L'organisme visé sous b) doit fournir à l'Agence un programme détaillant le contenu et la durée de la formation.

Modalités d'intervention :

a) L'intervention de l'Agence est limitée à 28 euros/heure de formation, y compris les frais de déplacement.

b) Le nombre d'heures pour la formation est limité à :

1° 100 heures pour les adultes;

2° 200 heures pour les mineurs.

7.5. Complément d'apprentissage des techniques de déplacement avec un chien-guide.

Conditions d'intervention :

a) Pour les personnes ayant bénéficié d'une intervention de l'Agence dans le coût d'achat d'un chien-guide, il est prévu une intervention dans le coût d'un complément d'apprentissage lorsqu'il y a changement important et durable (minimum six mois) dans les habitudes de déplacement.

b) Cet apprentissage complémentaire doit être dispensé par un instructeur ou une association visés sous 2.6.b. qui en justifiera la nécessité et introduira par la suite un rapport de fin de formation.

c) Cette intervention est renouvelable dans les mêmes conditions, si de nouvelles circonstances l'imposent.

Modalités d'intervention :

L'intervention en cas de complément d'apprentissage est limitée à 28 euros/heure de formation (frais de déplacement compris), à concurrence de 20 heures maximum.

7.6. Accompagnement pédagogique.

Conditions d'intervention :

a) L'accompagnement pédagogique s'adresse aux personnes en situation de handicap qui suivent :

1° des études de niveau universitaire, ou supérieur non universitaire, reconnues par la Communauté française,

2° une formation pour adultes, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur le territoire de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

b) L'accompagnement pédagogique couvre l'encadrement de l'étudiant, en termes d'explications orales, de répétition de l'information, de tutelle pédagogique et, le cas échéant, d'interprétation en langues des signes et ce, afin de pallier les difficultés de compréhension dues au handicap.

c) Le demandeur doit présenter des difficultés graves pour suivre les activités propres à l'éducation supérieure ou à la formation professionnelle. Les produits et systèmes techniques en possession du demandeur ne permettent pas de compenser ces difficultés.

d) L'Agence doit disposer d'une attestation de scolarité ou de formation pour adultes visée au point a).

e) L'accompagnement doit être dispensé au sein d'une instance reconnue par le Comité de gestion de l'Agence ou au sein d'un service agréé par le Collège de la Commission communautaire française.

f) L'encadrant doit justifier de compétences dans les branches qu'il est chargé d'expliquer au demandeur. D'autre part, il atteste sur l'honneur ne pas bénéficier d'autre rémunération pendant les heures d'encadrement prestées. Lorsque l'encadrement consiste en une interprétation en langues des signes, l'encadrant doit justifier, au minimum de cette compétence.

g) La structure agréée introduit auprès de l'Agence un projet d'accompagnement du demandeur.

h) La structure agréée transmet à l'Agence un rapport d'évaluation, signé par le demandeur, à la fin de chaque année académique ou en fin de cycle pour les formations courtes.

Modalités d'intervention :

a) La décision de l'Agence couvre la durée d'un cycle d'études ou la durée effective du programme de formation. En cas de réorientation ou d'évolution du handicap, le demandeur est tenu d'en informer l'Agence.

b) L'intervention de l'Agence est limitée dans le coût à 32,00 euros/heure d'accompagnement, à raison d'un maximum de 450 heures par année académique ou par année de formation

En cas de programme de formation d'une durée inférieure à un an, ce maximum est limité à 15 heures/semaine, sans toutefois excéder les maxima autorisés visés au point b).

Le montant horaire couvre les prestations de coordination entre les différents intervenants ainsi que la formation des encadrants à l'accompagnement d'étudiants handicapés.

7.7. Transcriptions en braille et autres adaptations d'ouvrages dans le cadre de la scolarité.

Conditions d'intervention :

a) Le demandeur présente des difficultés graves pour lire dans le cadre de l'éducation préscolaire, l'éducation scolaire ou l'éducation supérieure;

Ses difficultés découlent d'une déficience de ses fonctions visuelles;

b) Le demandeur doit fournir un document, stipulant le type d'adaptations préconisées ou les transcriptions Braille, établi par un organisme visé au point d);

c) Le demandeur doit fournir une attestation de fréquentation d'un enseignement ordinaire maternel, primaire, secondaire ou supérieur, reconnu par la Communauté française;

d) Les transcriptions en braille et autres adaptations d'ouvrages doivent être réalisées par un organisme reconnu par le Comité de gestion de l'Agence ou par le Collège de la Commission communautaire française. La reconnaissance de ces organismes est conditionnée à leur engagement annuel à collaborer entre eux dans le cadre d'une convention de partage de données dont l'Agence se charge de vérifier la teneur sur base d'une enquête annuelle;

e) Le paiement de l'intervention par l'Agence à l'organisme visé au point d) est subordonné à la transmission par ce dernier d'une fiche individuelle de prise en charge, dont le modèle est établi par l'Agence, signée par le demandeur à la fin de chaque année académique.

Modalités d'intervention :

a) La décision de l'Agence couvre la durée des études, elle est conditionnée par la fourniture annuelle de l'attestation de fréquentation visée au point c) des conditions d'intervention.

b) L'Agence octroie une intervention annuelle forfaitaire afin de couvrir partiellement les frais réels relatifs aux transcriptions en braille et autres adaptations d'ouvrages ainsi que des conseils personnalisés y afférent.

c) L'intervention forfaitaire de l'Agence à l'organisme visé au point d) des conditions d'intervention se limite :

Sous la forme braille, audiophonique ou informatique :	
Pour les 4 premières années primaires	1.116,00 EUR
Pour les 5 ^e et 6 ^e années primaires	1.363,00 EUR
Pour le niveau secondaire	1.735,00 EUR
Pour le niveau supérieur	1.983,00 EUR

Sous la forme d'agrandissements papier :	
Pour les niveaux maternel et primaire	167,00 EUR
Pour le niveau secondaire	260,00 EUR
Pour le niveau supérieur	335,00 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide individuelle à l'intégration des personnes handicapées.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2382

[2009/202881]

14 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de betaling van individuele integratiehulp voor gehandicapten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 2, 6, 14 en 15;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2004 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 19 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 april 2009;

Gelet op advies 46.395/4 van de Raad van State, gegeven 5 november 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het "Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées" (Waalse Adviesraad voor Gehandicapte Personen), gegeven op 27 januari 2009;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2^o het besluit : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

3^o het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

4^o gehandicapte persoon : de persoon bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

5^o individuele integratiehulp : de technische hulpmiddelen, de dienstverleningen en de inrichtingen bestemd om de handicap te compenseren of de verergering ervan te voorkomen;

6^o de Raad : de adviesraad voor de individuele integratiehulp zoals bedoeld bij artikel 36, 1^o, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

7^o het beheerscomité : het Beheerscomité van het Agentschap zoals bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan er een overname van een deel van, of van alle kosten in verband de individuele integratiehulp toegekend worden ten gunste van gehandicapte personen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en de bijlage erbij.

Art. 4. De overname van de individuele integratiehulp wordt toegekend aan de gehandicapte persoon voor de kosten die wegens zijn handicap noodzakelijk zijn voor zijn activiteiten en/of zijn deelname aan het leven in de maatschappij.

De kosten bedoeld in lid 1 zijn bijkomende kosten bovenop die welke een valide persoon betaalt in identieke omstandigheden.

De functionele beperkingen van de gehandicapte persoon moeten op het ogenblik van de indiening van de aanvraag ofwel definitief van aard zijn ofwel een vermoedelijke duur van één jaar hebben met een evoluerend karakter.

Het bedrag van de uitgaven in verband met de individuele integratiehulp wordt door het Agentschap vastgesteld op basis van een vergelijkende studie rekening houdend met de kenmerken en de kwaliteiten van de verschillende individuele integratiesteunbedragen.

Wanneer een keuze mogelijk is uit meerdere gelijkwaardige oplossingen in termen van functionaliteit, is het bedrag van de bijdrage van het Agentschap gelijk aan de kostprijs van de minst dure oplossing.

Art. 5. De tegemoetkoming wordt slechts verleend aan een gehandicapte persoon die bij de indiening van de aanvraag de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft, als de kosten rechtstreeks gebonden zijn aan de handicap die het Agentschap vastgesteld heeft vóór de leeftijd van 65 jaar.

Art. 6. De bijlage bij dit besluit bepaald volgens de prestatie van de individuele integratiehulp het belang en de aard van de beperking van de capaciteiten zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet.

Daarvoor verwijst het Agentschap naar de begripsomschrijvingen van de internationale classificatie van de functionering, de handicap en de gezondheid vastgesteld door de Wereldgezondheidsorganisatie.

In afwijking van artikel 40 van het besluit kan het Agentschap volgens de prestatie van de individuele integratiehulp om een functionele balans verzoeken en in voorkomend geval het soort vereiste pluridisciplinaire gegevens.

Art. 7. Het Agentschap komt niet tegemoet in de kosten die de gehandicapte persoon voor individuele integratiehulp betaalt :

1° als de gehandicapte persoon in het kader van een wetgeving inzake vergoedingen of burgerlijk recht :

a) nalaat in rechte de schadevergoeding op te eisen waarvoor hij een aanvraag bij het Agentschap heeft ingediend;

b) van de procedure of van het recht zelf afziet;

2° als de gehandicapte persoon op basis van dezelfde handicap en dezelfde behoefte als die bedoeld in dit artikel, voor een sociale prestatie in aanmerking komt krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen, behalve de uitzonderingen bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

3° als de kosten vergoed worden d.m.v. een tegemoetkoming verleend krachtens andere bepalingen van het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 8. De overname heeft geenszins betrekking op volgende prestaties noch in voorkomend geval op hun vergoedingen :

1° apparatuur voor medische of paramedische behandeling, voor de educatie of de reeducatie van de capaciteiten en voor het onderhoud van de fysieke conditie, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

2° diensten die door natuurlijke of rechtspersonen verstrekt worden kunnen evenwel overgenomen worden, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit, alsmede de studiekosten, erkenningskosten en architectenhonoraria bedoeld in artikel 9;

3° het geleende, gehuurde of geleasede materiaal;

4° het tweedehands materiaal behalve de uitzonderingen vermeld in bijlage;

5° de bouwwerken en aanpassingen in de schoolgebouwen;

6° de bouwwerken van de sociale woningen;

7° de motorisering van hoofdtoegangen;

8° de rolstoelen, elektronische scooters, stasystemen, orthopedische driewielers, loophulpmiddelen, zitkussens voor het voorkomen van doorligwonden, modulaire aanpasbare systemen voor de ondersteuning van de zithouding, onderstellen voor zitschelpen, met inbegrip van hun respectievelijke aanpassingen die niet opgenomen zijn op de terugbetalingslijst van de verplichte gezondheidszorgverzekering;

9° de ortheses en de protheses;

10° de voedingsmiddelen;

11° het onderhoud van de individuele integratiehulp behalve de uitzonderingen vermeld in bijlage.

Art. 9. De gemaakte kosten zijn kosten voor de verstrekking van individuele integratiehulp, de recupel-taks indien nodig, alsmede studiekosten, de kosten in verband met de levering en de erkenningskosten en architectenhonoraria die er eventueel aan gebonden zijn, verhoogd met de BTW.

Art. 10. § 1. De gemaakte kosten worden slechts aangerekend ten belope van :

1° de kosten bedoeld in artikel 4;

2° hoedanook, voor de prestaties van de individuele integratiehulp opgenomen in de bijlage bij dit besluit, het bedrag vastgesteld in deze bijlage.

§ 2. Het bedrag van de schadevergoeding verkregen krachtens een gerechtelijke beslissing wordt afgetrokken van het bedrag van de kosten bedoeld in § 1.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van § 2, verleent het Agentschap de gehandicapte persoon op diens verzoek en in afwachting van de schadevergoeding bedoeld in artikel 7, 1°, een voorschot waarvan het bedrag wordt vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en de bijlagen ervan.

Om dat voorschot te kunnen genieten, doet de gehandicapte persoon het Agentschap bij overeenkomst in zijn rechten en beroepen treden jegens de derde die moet instaan voor de schadevergoeding bedoeld in artikel 7, 1°.

Art. 11. De aanvraag tot tegemoetkoming wordt samen ingediend met de documenten vereist bij artikel 6 van het besluit. Het Agentschap kan, als het dat nodig acht, bestekken of prijsoffertes eisen.

Art. 12. § 1. De verstrekkingen inzake individuele integratiehulp komen slechts in aanmerking voor een overname als ze plaatsvinden op ten vroegste op de dag van de aanvraag om tegemoetkoming.

De verstrekkingen betreffende het herstel van een individuele integratiehulp kunnen zelfs overgenomen worden als de datum van de factuur voor die verstrekkingen dateert van zes maanden voor de datum van de aanvraag tot hersteltegemoetkoming.

§ 2. De tegemoetkomingen van het Agentschap worden betaald op grond van de facturen betreffende de verstrekkingen van de individuele integratiehulp, die ingediend moeten worden binnen een termijn van één jaar te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot tegemoetkoming. Die termijn wordt op twee jaar gebracht voor globale huisinrichtingen en -verbouwingen.

Voor de bijstandsproducten ter absorptie van urine en fecaliën worden de verstrekkingen van diensten opgenomen in de bijlage, alsmede de geleidehonden wordt de uitbetaling van de tegemoetkomingen van het Agentschap verbinden aan de voorwaarde van overhandiging van de facturen voor die verstrekkingen binnen een termijn van één jaar te rekenen van de datum van de factuur.

Art. 13. Onverminderd de toepassing van artikel 8 en de uitsluitingen uitdrukkelijk vermeld in de bijlage bij dit besluit geldt dat als het Agentschap vaststelt dat een aanvraag om tegemoetkoming inzake individuele integratiehulp voldoet aan de voorwaarden van dit besluit maar dat hetzij er geen sprake is van die hulp in de bijlage, hetzij dat er wel sprake van is maar dat bepaalde voorwaarden niet vervuld zijn om de tegemoetkoming te verlenen, dan de aanvraag voor advies wordt voorgelegd aan de Raad voor individuele integratiehulp en vervolgens aan het beheerscomité, dat moet beslissen.

Art. 14. De voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister kan de bijlage bij dit besluit jaarlijks bijwerken op voorstel van het beheerscomité.

Art. 15. In artikel 5, 1°, van het besluit wordt littera e) vervangen door hetgeen volgt: "individuele integratiehulp".

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2004 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit is van toepassing op de tegemoetkomingsaanvragen ingediend te rekenen van de datum van de inwerkingtreding ervan.

De vorige individuele beslissingen blijven gelden tot aan hun vervaldatum.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 19. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

BIJLAGE

I. Algemene bepalingen.

1.1. Om een vlottere toegang te verlenen tot de informatie over de technische hulpmiddelen voor gehandicapte personen zijn al de in de bijlage opgenomen dienstverstrekkingen ingedeeld op grond van de ISO-classificatie (INTERNATIONAL STANDARD ORGANISATION) van de "Technische hulpmiddelen voor personen met een handicap" EN ISO 9999-2002 F. Die prestaties moeten voldoen aan de voornaamste gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden vastgesteld bij de op hen betrekking hebbende regelgeving.

De verwijzing naar die classificering houdt niet in dat het Agentschap de gezamenlijke hulpmiddelen, opgenomen in deze gehele classificering, overneemt.

1.2. Daarvoor verwijst het Agentschap naar de begripsomschrijvingen van de internationale classificatie van de functionering, de handicap en de gezondheid vastgesteld door de Wereldgezondheidsorganisatie. De kwalificatiecodes bepalen de omvang van de functionele beperkingen om een activiteit uit te voeren en/of aan het leven in de maatschappij deel te nemen.

De in de bijlage gebruikte scores waarmee de voorwaarden worden bepaald voor de tegemoetkoming zijn gebaseerd op volgende kwalificatiecodes:

0 = geen enkele moeilijkheid (kan de activiteit alleen verrichten).

1 = lichte moeilijkheid (kan de activiteit alleen verrichten, maar traag en/of stimulaties en/of toezicht).

2 = gemiddelde moeilijkheid (kan de activiteit alleen verrichten, maar met een ander technisch hulpmiddel dan het gevraagde hulpmiddel).

3 = ernstige moeilijkheid (de activiteit kan niet verricht worden zonder menselijke hulp of zonder het gevraagde hulpmiddel).

4 = absolute moeilijkheid (de activiteit kan niet verricht worden zonder menselijke hulp en zonder het gevraagde hulpmiddel).

1.3. Het Agentschap mag geen hernieuwing van een dienstverstrekking toestaan, noch afwijken van de hernieuwingsvoorwaarden die in deze bijlage vastliggen, behalve als de handicap verergert, als de dienstverstrekking onmogelijk vergoed kan worden, indien de kostprijs van de herstelling niet in verhouding staat tot de kostprijs van een nieuw gelijkaardig materieel of in de gevallen waarin uitdrukkelijk voorzien wordt in deze bijlage.

De datum van de hernieuwing wordt berekend in verhouding tot de datum van de factuur van de voorgaande tegemoetkoming.

1.4. Het Agentschap kan tussenbeide komen in de herstellingen van de hulpmiddelen in volgende gevallen:

1° Wanneer het te herstellen hulpmiddel elektrisch/elektronisch is en er een tegemoetkoming verleend wordt door het Agentschap bij aankoop ervan.

In dat geval wordt de tegemoetkoming beperkt tot 40 %, behoudens uitzonderingen bepaald bij deze bijlage, de aankoopprijs van het hulpmiddel beperkt tot het maximumbedrag bepaald in de bijlage. Die tegemoetkoming geldt enkel na verstrijken van de waarborgtermijn. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

2° Wanneer het hulpmiddel een hulpmiddel is bij de mobiliteit waarvoor een tegemoetkoming is verleend door de verplichte gezondheidszorgverzekering.

In dat geval staat de tegemoetkoming van het Agentschap voor die herstellingen gelijk met 40 % van de waarde van de hulp bij mobiliteit en aanpassingen ervan zoals ze vastgesteld waren in de verplichte gezondheidszorgverzekering op het tijdstip van de aankoop. Die tegemoetkoming wordt enkel toegepast over de duur van de minimumhernieuwingstermijn vastgelegd door de verplichte gezondheidszorgverzekering en na verstrijken van de waarborgtermijn. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

II. Soorten tegemoetkomingen.

1. HULPMIDDELEN VOOR LICHAAMSVERZORGING EN BESCHERMING (ISO 09).

1.1. Kamerstoelen (met of zonder wielotjes) (ISO 09.12.03).

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont een deficiëntie die zijn verplaatsingen ernstig aantast.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot 134,00 euro plus BTW.

1.2. Hulpmiddelen voor de absorptie van urine en fecaliën.

Uitsluiting :

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager lijdt aan een dag- en/of nachtelijke urine- en/of fecale incontinentie wegens;

1° neurologische mergletsels of (angeboren of opgelopen) letsels aan het onderste urine- en darmstelsel;

2° een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling;

3° of een psychische aandoening.

b) Een medisch rapport moet nader aangeven :

1° de graad van incontinentie, hetzij :

— urine-incontinentie (mictieoefeningen en gebruik van een blaassonde inbegrepen);

— urine en stoelgangincontinentie, behalve accidentele incontinenties.

2° of het om een dag- en/of nachtelijke urine- en/of fecale incontinentie gaat;

3° of de persoon sondes gebruikt.

Voor een eerste aanvraag dient het medisch rapport aan te geven of de pathologie levenslang duurt dan wel omkeerbaar is. De aanvrager moet, in voorkomend geval, de beslissing van de raadgevend geneesheer van de verplichte gezondheidszorgverzekering meedelen, geldend voor de toekenning van het jaarlijks incontinentieforfait.

c) De termijn voor de hernieuwing van de aanvraag wordt door het Agentschap vastgesteld met bepaling van de termijn van geldigheid van de beslissing.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt gemoduleerd als volgt :

JAARLIJKS MAXIMUMBEDRAG	VERMINDERD JAARLIJKS MAXIMUMBEDRAG
Kinderen van 3 tot 12 jaar	
2.1. : kinderen van 6 tot 12 jaar die enkel 's nachts luiers dragen	
102 EUR, plus BTW	25 EUR, plus BTW
2.2. : kinderen van 3 tot 12 jaar die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken :	
527 EUR, plus BTW	132 EUR, plus BTW
2.3. : incontinenten kinderen van 3 tot 12 jaar die geen sonde gebruiken en/of die aan een fecale incontinentie lijden	
692 EUR, plus BTW	173 EUR, plus BTW
Volwassenen en kinderen van 12 jaar en meer (of van minder dan 12 jaar die om medische redenen grote maten dienen te gebruiken).	
2.4. : enkel 's nachts incontinenten personen :	
204 EUR, plus BTW	51 EUR, plus BTW
2.5. : personen die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken :	
856 EUR, plus BTW	214 EUR, plus BTW
2.6. : incontinenten personen die geen sonde gebruiken en/of die aan een fecale incontinentie lijden	
1.326 EUR, plus BTW	331 EUR, plus BTW

* tegemoetkoming beperkt tot één kwart van het jaarlijks maximumbedrag voor aanvragers die een internaat of een residentiële dienst bezoeken dat gesubsidieerd wordt door een andere overheid dan het Agentschap, en die tijdens de schoolvakantie weer naar huis gaan.

1.3. Hulpmiddelen voor de activiteit "zich wassen" en "naar toilet gaan".

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om zich te wassen en/of om naar toilet te gaan zonder de gevraagde hulp. De omgeving van de aanvrager maakt een compensatie van zijn moeilijkheden niet mogelijk.

Specifieke voorwaarde :

Voor de stoelen, draagbaren-commodes en personenheftoestellen vertoont de aanvrager ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om het lichaam in positie te houden.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Kamerstoel voor toilet en douche met speciale zit (toebehoren inbegrepen)	1.662,00 EUR, plus BTW	09.12.03
Muurdouchezetel	371,00 EUR, plus BTW	09.33.03
Douchezetel	493,00 EUR, plus BTW	09.33.03
Douchestoel voorzien van 2 grote wielen, al dan niet met een gat in de zitting	694,00 EUR, plus BTW	09.33.03
Badzetel	121,00 EUR, plus BTW	09.33.03
Badzetel type relax, lift inbegrepen	1.432,00 EUR, plus BTW	09.33.03
Douchedraagbaar, commode die niet elektrisch verstelbaar is, veiligheidsstangen inbegrepen	1.459,00 EUR, plus BTW	09.33.12
Douchedraagbaar, commode die elektrisch verstelbaar is, veiligheidsstangen inbegrepen	2.603,00 EUR, plus BTW	09.33.12
Personenheftoestel voor bad met een draaibaar kader	1.004,00 EUR, plus BTW	12.36.15

2. HULPMIDDELEN VOOR DE PERSOONLIJKE MOBILITEIT (ISO 12).

2.1. Wandelhulpmiddelen gehanteerd door een arm (ISO 12.03).

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Wandelstokken	11,00 EUR, plus BTW	12.03.03
Wandelstokken met een steun voor de bovenarm	19,00 EUR, plus BTW	12.03.06
Krukken met okselsteun	37,00 EUR, plus BTW	12.03.12
Driepotige wandelstokken	36,00 EUR, plus BTW	12.03.16
Vierpotige wandelstokken	52,00 EUR, plus BTW	12.03.16

2.2. Wagenaanpassingen (ISO 12.12).

De aanvragen van de aanpassingen bedoeld in de rubriek 2.2.1 gaan vergezeld van een verslag van het "Centre d'adaptation à la route pour automobilistes handicapés (C.A.R.A.)" (Centrum voor de aanpassing van gehandicapte automobilisten aan de weg).

Uitsluiting :

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor standaard afstandsbedieningen, centrale vergrendeling, airconditioning in het voertuig, elektrische ruiten, elektrische achteruitkijkspiegels en stuurbekrachting, lederen zetels, verwarmde zetels, athermische ruiten, getinte ruiten, aanpassingen op de voertuigen van de categorie A3.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanpassingen moeten dienstig zijn voor de gehandicapte die de wagen bestuurt. Die persoon moet een afschrift indienen van zijn geldige aangepaste rijbewijs dat conform is de wettelijke bepalingen in verband met het rijbewijs.

Wanneer de gehandicapte door een derde vervoerd moet worden, wordt enkel een tegemoetkoming verleend voor de aanpassingen bedoeld in de rubrieken 2.2.1.13 tot en met 2.2.1.17 en 2.2.2, uitgezonderd de aanpassing bedoeld in rubriek 2.2.2.23.

b) De aanpassing wordt uitgevoerd :

1° op een nieuwe wagen;

2° op een voertuig dat nieuw of tweedehands gekocht is en dat minder dan vijf jaar is op het ogenblik van de aanvraag om tegemoetkoming.

c) In geval van verandering van voertuig vóór afloop van vijf jaar wordt slechts een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing verleend als de verandering te wijten is aan een intensief gebruik beroepshalve, een wijziging in de beroepstoestand of in de gezinssamenstelling of aan een verergering van de deficiëntie.

d) De aanpassing wordt niet hernieuwd binnen vijf jaar als het voertuig hersteld of vervangen moet worden ten gevolge van een ongeval.

e) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een afschrift van het erkenningsattest van de aanpassing van het voertuig opgemaakt door het Ministerie van Verkeerswezen en Infrastructuur overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

2.2.1. Aanpassing betreffende het besturen van een voertuig.
Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

	Benaming van de aanpassingen	Maximumbedrag	ISO-code
2.2.1.1.	Mechanische gasklep en remsysteem	1.377,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.2.	Pneumatische gasklep en remsysteem aan het stuur	1.888,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.3.	Elektronische gasklep en remsysteem aan het stuur	2.376,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.4.	Versterkte dienstrem met noodstelsysteem	6.800,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.5.	Aanpassing van een pedaal (of plaatsing van een afgedekte pedaal)	275,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.6.	Aanpassingen van de versnellingsbak en van de koppeling	826,00 EUR, plus BTW	12.12.04
2.2.1.7.	Elektrische handrem	1.450,00 EUR, plus BTW	12.12.05
2.2.1.8.	Stuurbol	37,00 EUR, plus BTW	12.12.07
2.2.1.9.	Orthese aan het stuur	150,00 EUR, plus BTW	12.12.07
2.2.1.10.	Aangepast stuur	380,00 EUR, plus BTW	12.12.07
2.2.1.11.	Versterkte stuurbevestiging met noodstelsysteem	5.400,00 EUR, plus BTW	12.12.07
2.2.1.12.	Aangepaste bedieningsapparatuur (lichten, ruitwissers/ruitensproeiers, claxon, richtingwijzer, mistlampen,...)	1.693,00 EUR, plus BTW	12.12.08
2.2.1.13.	Ergonomische zetel	1.387,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.1.14.	Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) met grotere deuropening	1.132,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.1.15.	Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) met grotere deuropening	3.771,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.1.16.	Schuiven (plaatsing of verlenging of verplaatsing)	809,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.1.17.	Schuiven (plaatsing of verlenging of verplaatsing)	1.619,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.1.18.	Verhoging van de vloer	250,00 EUR, plus BTW	12.12.27

2.2.2. Aanpassingen die een toegang tot de wagens mogelijk maken.

Uitsluitingen :

Er wordt geen enkele tegemoetkoming van het Agentschap toegekend voor achterbanken, aanvullende of bijkomende banken in de wagen van categorie N (wagen voor goederenvervoer).

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) **Voor de aanvullende of bijkomende achterbanken in een wagen** wordt de tegemoetkoming van het agentschap enkel verleend als deze en de wijzigingen nodig voor de installatie ervan verantwoord zijn door het vervoer van de aanvrager, zittend in de rolstoel.

b) **Voor de speciaal uitgewerkte zetels en kussens in wagens** moet de aanvrager ofwel gebruik maken van een wagen waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide gekomen is, ofwel lijdt aan een ernstige functionele beperking waardoor hij verhinderd wordt te blijven zitten in een gewone wagenzetel of waardoor hij verhinderd wordt recht te staan zonder de gevraagde hulp en/of de hendels van de gewone zetel te bedienen.

Daarnaast moet de aanvrager voor de aangepaste kinderzetels die via een as buiten de wagen draaien ouder zijn dan drie jaar op het tijdstip van de tegemoetkomingsaanvraag.

c) **Voor personenheftoestellen in wagens, personenheftoestellen die een zittend persoon in zijn rolstoel kunnen optillen in een wagen, de hulpmiddelen om rolstoelen in een personenwagen te laden, de voorzieningen om een rolstoel in een personenwagen vast te zetten, de aanpassingen van het koetswerk van de wagen** maakt de aanvrager gebruik van een rolstoel waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide gekomen is.

d) **Voor de automatisering van de achterklep of de glijdende zijdeur** maakt de aanvrager als bestuurder gebruik van een rolstoel waarvoor de verplichte gezondheidszorg tussenbeide is gekomen en komt hij de wagen in via de achterklep of de glijdende zijdeur.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten :

De bijdrage van het Agentschap in de kostprijs van de verschillende ombouwwerken die de toegang tot de wagen mogelijk maken wordt beperkt tot 8.538,00 euro plus BTW.

	Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
2.2.2.1.	Ergonomische zetel	1.387,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.2.	Aangepaste kinderzetels die via een as naar buiten draaien met grotere deuropening.	1.182,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.3.	Aanvullende of bijkomende achterzetels, evenals de nodige ombouwwerken uitgevoerd in een wagen voor personenvervoer	500,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.4.	draaionderstellen of uitschuifbare draaionderstellen met grotere deuropening.	2.000,00 EUR, plus BTW	12.12.12

	Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
2.2.2.5.	Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) met grotere deuropening	1.132,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.6.	Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) met grotere deuropening	3.771,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.7.	Veiligheidsgordels en harnas	247,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.8.	Schuiven (plaatsing of verlenging of verplaatsing)	809,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.9.	Schuiven (plaatsing of verlenging of verplaatsing)	1.619,00 EUR, plus BTW	12.12.12
2.2.2.10.	Personenheftoestellen (rolstoelen uitgesloten)	2.886,00 EUR, plus BTW	12.12.15
2.2.2.11.	Personenheftoestel om de in de rolstoel zittende persoon in het voertuig te heffen.	5.807,00 EUR, plus BTW	12.12.18
2.2.2.12.	Toegangsvloeren	1.500,00 EUR, plus BTW	12.12.18
2.2.2.13.	Personenheftoestel (om de in de rolstoel zittende persoon in het voertuig te heffen).	1.150,00 EUR, plus BTW	12.12.18
2.2.2.14.	Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm	2.439,00 EUR, plus BTW	12.12.21
2.2.2.15.	Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm met ombouw van de achterdeur	5.488,00 EUR, plus BTW	12.12.21
2.2.2.16.	Laden van de rolstoel op het dak van het voertuig	4.210,00 EUR, plus BTW	12.12.21
2.2.2.17.	Laden van de manuele rolstoel in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm	1.697,00 EUR, plus BTW	12.12.21
2.2.2.18.	Laden van de elektrische rolstoel in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm	2.772,00 EUR, plus BTW	12.12.21
2.2.2.19.	Vastzettingstoestel voor een rolstoel in een wagen	929,00 EUR, plus BTW	12.12.24
2.2.2.20.	Verlaging van de achtervloer	7.840,00 EUR, plus BTW	12.12.27
2.2.2.21.	Verhoging van het dak	7.26,00 EUR, plus BTW	12.12.27
2.2.2.22.	Vlak maken van de vloer	581,00 EUR, plus BTW	12.12.27
2.2.2.23.	Automatisering van de achterklep of de glijdende zijdeur	2.420,00 EUR, plus BTW	12.12.27

2.3. Rolstoelen/invalidenwagens (ISO 12.22 en 12.23).

De aanvragen worden samen ingediend met de beslissing van de raadgevend geneesheer en de aanvraagdocumenten zoals vermeld in de nomenclatuur van de gezondheidsprestaties inzake de verplichte gezondheidszorgverzekering voor de hulpmiddelen bij de mobiliteit, waarbij het Agentschap de toelaatbaarheids- en terugbetalingscriteria van de verplichte gezondheidszorgverzekering overneemt om zijn beslissing te staven.

Uitsluitingen :

Het Agentschap levert geen enkele bijdrage in de kostprijs van een andere rolstoel dan een manuele standaardrolstoel.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het Agentschap kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende manuele standaardrolstoel bij de rolstoel toegekend aan de aanvrager door de verplichte gezondheidszorgverzekering op voorwaarde dat de aanvrager er de noodzaak van rechtvaardigt, met name wegens het gebruik thuis van een traplift met zetel of, als de auto niet aangepast is, wegens moeilijkheden i.v.m. het vervoer en/of de hantering van de stoel

b) Het Agentschap kan ter aanvulling tussenbeidekomen in de kostprijs van een elektrische rolstoel voor volwassenen of kinderen toegekend door de verplichte gezondheidszorgverzekering.

c) Voor de aan de gewone slijtage van de rolstoel gebonden onderhoudskosten kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een jaarlijks plafond gelijk aan 10 % van de waarde van de stoel en zijn geïnventariseerde toebehoren, zoals vastgesteld door de verplichte ziekteverzekering op het ogenblik van de aankoop. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

d) Voor de herstellingskosten voortvloeiend uit schade of een ongeval met de rolstoel toegekend door het Agentschap of de verplichte gezondheidszorgverzekering kan aanleiding geven tot een tegemoetkoming ten belope van een maximumbedrag overeenstemmend met 40 % van de waarde van de geïnventariseerde rolstoel en zijn aanpassingen en zitkussen, zoals vastgesteld door de verplichte gezondheidszorgverzekering op het ogenblik van de aankoop. Dat maximumbedrag wordt toegepast op de duur van de minimumtermijn voor de hernieuwing vastgesteld door de verplichte gezondheidszorgverzekering.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

2.3.1. De bijdrage van het Agentschap in de kostprijs van de bijkomende rolstoel wordt beperkt tot de terugbetalingsbedragen bepaald bij de verplichte gezondheidszorgverzekering, voor een manuele standaardrolstoel met zijn aanpassingen en zitkussen voor de voorkoming van doorligwonden volgens de terugbetalingscriteria van de verplichte gezondheidszorgverzekering voor volwassenen of kinderen.

2.3.2. De aanvullende bijdrage van het Agentschap in de kostprijs van de elektrische rolstoel wordt beperkt tot de helft van de terugbetaalde bedragen van de verplichte gezondheidszorgverzekering voor de elektrische rolstoel met zijn aanpassingen en zitkussen voor de voorkoming van doorligwonden, en dit ten belope van de gemaakte kosten.

2.4. Hefhulpmiddelen (ISO 12.36).

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager is niet in staat zich alleen te bewegen ten gevolge van ernstige functionele beperkingen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

De tegemoetkoming van het Agentschap voor de riemen wordt beperkt tot 2 riemen per aanvrager (bad, toilet).

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Elektrische mobiel personenheftoestel	1.587,00 EUR, plus BTW	12.36.03 of 12.36.06
Bijkomende kit voor het heftoestel bestemd voor wagens voor huisgebruik	990,00 EUR, plus BTW	12.12.15
Elektrisch personenheftoestel op een spoor beperkt tot één kamer met manueel laterale verplaatsing	3.767,00 EUR, plus BTW	12.36.12
Elektrisch personenheftoestel op een spoor in verschillende kamers met manueel laterale verplaatsing	4.955,00 EUR, plus BTW	12.36.12
Elektrisch personenheftoestel op een spoor beperkt tot één kamer met gemotoriseerde verplaatsing	4.481,00 EUR, plus BTW	12.36.12
Elektrisch personenheftoestel in verschillende kamers met gemotoriseerde verplaatsing	5.383,00 EUR, plus BTW	12.36.12
Riemen	228,00 EUR, plus BTW	12.36.21
Onderstel-handen en steun bovenbenen	840,00 EUR, plus BTW	12.36.21

2.5. Tactiele blindenstokken en blindenstokken (ISO 12.39.03).

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen. Zijn moeilijkheden vloeien voort uit zijn visuele functies;

b) De aanvrager moet de verplaatsingstechnieken beheersen of volgt lessen in die zin;

c) De hernieuwingstermijn wordt vastgesteld op één jaar.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot 28,00 euro plus BTW voor de blindenstok en 16 euro plus BTW voor een speciale dop.

2.6. Geleidehond.

Uitsluiting :

Er wordt geen tegemoetkoming toegestaan voor andere bijstand door dieren dan geleidehonden.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen. Zijn moeilijkheden vloeien voort uit zijn visuele functies;

b) De hond wordt bezorgd door bemiddeling van een africhter of een vereniging die door het Agentschap of de Minister worden erkend volgens de criteria omschreven in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 23 november 2006 betreffende de toegankelijkheid van de voor het publiek bestemde inrichtingen en installaties voor gehandicapte personen met een geleidehond.

De tegemoetkoming door het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een positief opvolgingsattest, opgemaakt door de erkende africhter of vereniging, drie maanden na de datum waarop de geleidehond ter beschikking is gesteld van de gehandicapte persoon;

c) De tegemoetkoming in de aankoopkosten van een geleidehond kan hernieuwd worden op grond van een attest van een dierenarts die niet afhangt van het dressuurcentrum en de erkende instantie die de vorige hond bezorgd heeft.

Tegemoetkomingsmodaliteit :

Het Agentschap verleent een forfaitaire tegemoetkoming in de aankoop- en dressuurkosten van de hond, alsook in de kosten voor de opleiding van de aanvrager. Deze tegemoetkoming wordt beperkt tot 4.704,00 EUR, plus BTW.

3. HUISINRICHTINGEN EN -AANPASSINGEN EN ANDERE PLAATSEN (ISO 18).

3.1. Bouw van een aangepaste woning/aanpassing van een bestaande woning.

Uitsluitingen;

a) Er wordt geen tegemoetkoming toegestaan voor tweede verblijfplaatsen.

b) Bij aanpassing van een woning waarvan de aanvrager huurder is, wordt er geen enkele tegemoetkoming toegestaan, bij verstrijken van de huurovereenkomst, voor het herstel van de woning in zijn oorspronkelijke toestand.

c) De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de diensten erkend en gesubsidieerd of gemachtigd tot de opname van gehandicapten door het Agentschap.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde.

Ofwel, de aanvrager maakt gebruik van een rolstoel of een scooter waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering bijgedragen heeft, ofwel, de aanvrager heeft ernstige moeilijkheden om zich thuis te verplaatsen.

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) **Voor het keukenmeubilair** heeft de aanvrager ernstige moeilijkheden om voorwerpen op te heffen en te dragen en/of voor activiteiten waarvoor een fijne motoriek nodig is en/of om zijn handen en armen te gebruiken.

b) **Bij een aanvraag voor een bouwwerk** bevestigt een attest van de architect dat verplaatsingen in een rolstoel een grotere oppervlakte eisen zodat de woning aangepast moet worden. Bij het attest wordt een afschrift van de plannen gevoegd.

Voor een aanpassingsaanvraag kan het Agentschap naar de plattegrond van de woning vragen, met een overzicht vóór en na de aanpassing.

c) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt over :

1° **indien hij eigenaar of mede-eigenaar is**, de eigendomsakte van het terrein, de eventuele stedenbouwkundige en esthetische voorschriften en de bouwvergunning of de eigendomsakte van de aan te passen woning;

2° **indien het voorzien is dat de gehandicapte persoon de te bouwen woning zal huren**, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren, door het afsluiten van een geregistreerd huurcontract, voor een periode van één jaar vanaf de kennisgeving van de beslissing van het Agentschap, per tegemoetkomingschijf van 618,00 EUR plus BTW, zonder negen jaar te overschrijden.

3° **als de gehandicapte persoon huurder is van de bestaande, aan te passen woning**, een geregistreerde huurovereenkomst, evenals een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarbij deze instemt met de voorziene inrichtingen. Duur van de huur wordt vastgesteld op één jaar te rekenen van de dag van kennisgeving van de beslissing van het Agentschap, per tegemoetkomingschijf van 618,00 euro plus BTW, zonder dat die duur negen jaar moet overschrijden.

Als het een woning betreft die deel uitmaakt van een openbare huisvestingsmaatschappij, dient de aanvrager aan te tonen dat vooraf overleg is gepleegd met die maatschappij. Dat bewijs van overleg bevat meer bepaald :

— een document waarbij aangetoond wordt dat de aanvrager vooraf een kandidatuur heeft ingediend met het oog op het verkrijgen van een aangepaste of aanpasbare sociale woning;

— een project voor de uitvoering van aanpassingen in functie van de specifieke noden;

— het gemotiveerde antwoord van de zaakvoerder van de openbare huisvestingsmaatschappij;

4° **indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijke samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, eigenaar van de te bouwen of aan te passen woning**, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingschijf van 618,00 EUR, plus BTW, zonder negen jaar te overschrijden.

5° **indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijke samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, huurder van de aan te passen woning**, de stukken vermeld onder 3°.

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan twaalf uren weg is van zijn woning.

e) De tegemoetkoming voor de aanpassing van een bestaande woning mag niet gecumuleerd worden met die voor de bouw van een aangepaste woning, behalve in geval van verhuizing, zoals bedoeld in punt d) hierboven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

3.1.1 Bouw van een aangepaste woning : 8 % van de kostprijs van de te bouwen woning, BTW niet meegerekend, tot een bedrag van 8.791,00 euro plus BTW.

3.1.2 Aanpassing van een bestaande woning : tot 19.381,00 EURO, plus BTW. Dat bedrag mag opgesplitst worden.

In die totale tegemoetkoming worden de sommen begrepen van :

3.1.2.1. 4.333,00 euro, plus BTW, voor de aanpassing van de toegangswegen tot de bestaande woning;

3.1.2.2. 3.000,00 euro, plus BTW, voor het aangepaste meubilair/sanitair.

b) De tegemoetkoming van het Agentschap kan gecumuleerd worden met die van andere overheden op voorwaarde dat deze niet het voorkomen of de compensatie van een handicap tot doel hebben.

3.2. Zetels met een mechanisme voor bijstand bij het gaan zitten of rechtstaan.

Uitsluitingen :

a) Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de zetels van het type relax, manueel of elektrisch, die niet over een elektrisch mechanisme beschikken om de aanvrager te helpen te gaan zitten of recht te staan.

b) De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om alleen te gaan zitten in of overeind te komen uit een standaardzetel.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot 355,00 euro, plus BTW.

3.3. Liftstoelen.

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

De aanvrager vertoont een functionele beperking die ernstige moeilijkheden inhoudt bij het stappen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Werkstoel met vijzel op gas	1.054,00 EUR, plus BTW	18.09.21
Elektrische werkstoel	2.339,00 EUR, plus BTW	18.09.21

3.4. Verwijderbare bedden en bedveringen/matrassteun, elektrisch regelbaar (ISO 18.12.10).

Uitsluitingen :

a) De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

b) Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor bedden (ISO 18.12.15) en matrassen en matrashoezen (18.12.18), behoudens uitzonderingen bepaald in punt 3.5.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om zich in bed te leggen.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.349,00 EUR, plus BTW. (Bedranden en stang inbegrepen).

3.5 Alternating matras (04.33.06).

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarden.

De aanvrager :

— ofwel vertoont doorligwonden;

— ofwel heeft doorligwonden vertoond en is tegelijk :

* niet in staat om zich alleen te verplaatsen en zichzelf te bewegen in bed;

* is permanent bedlegerig en komt enkel voor een duur van bij benadering één tot maximum twee uur uit bed.

Tegemoetkomingsmodaliteit :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot 785,00 euro, plus BTW.

3.6. Steunstang en -handvatten (ISO 18.18.06).

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de diensten erkend en gesubsidieerd of gemachtigd tot de opname van gehandicapten door het Agentschap.

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om van lichaamshouding te veranderen of dezelfde houding aan te houden of om zich op verschillende plaatsen te verplaatsen.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 662,00 EUR, plus BTW voor het geheel van de ISO 18.18.

3.7. Voorzieningen voor de opening en de sluiting van deuren, vensters en gordijnen (ISO 18.21).

Uitsluiting :

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de diensten erkend en gesubsidieerd of gemachtigd tot de opname van gehandicapten door het Agentschap.

Tegemoetkomingsvoorwaarden.

De aanvrager :

1° maakt gebruik van een rolstoel of een scooter waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide is gekomen.

2° of vertoont ernstige moeilijkheden voor het gebruik van handen en armen.

3° voor het bedienen van de opening van de garagedeur moet de aanvrager de bestuurder van het voertuig zijn; als dat niet het geval is, is de garage voor hem de enige mogelijke toegang tot de woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Motorisering kanteur garage	752,00 EUR, plus BTW	18.21.03
Motorisering niet-kanteur garage	1.126,00 EUR, plus BTW	18.21.03
Motorisering deur	2.059,00 EUR, plus BTW	18.21.03

3.8. Hulpmiddelen voor de verticale beweeglijkheid (ISO 18.30).

De kostprijs van de herinrichtingswerken van de woning veroorzaakt door de installatie van de voorzieningen om zich van de ene verdieping naar de andere te begeven is ondergebracht bij punt 3.1 "Aanpassing van een bestaande woning" binnen de perken van de enveloppe voorzien in punt *b*) van de tegemoetkomingsmodaliteiten.

Het apparaat mag alleen in een ééngezinshuis geplaatst worden.

Uitsluitingen :

a) De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de diensten erkend en gesubsidieerd of gemachtigd tot de opname van gehandicapten door het Agentschap.

b) Er wordt geen tegemoetkoming toegestaan voor tweede verblijfplaatsen.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden.

De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt over :

1° indien hij eigenaar of mede-eigenaar is, de eigendomsakte van de aan te passen woning;

2° als de gehandicapte persoon huurder is, een geregistreerde huurovereenkomst, evenals een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarbij deze instemt met de voorziene inrichtingen. Duur van de huur wordt vastgesteld op één jaar te rekenen van de dag van kennisgeving van de beslissing van het Agentschap, per tegemoetkomingscijf van 618,00 euro, plus BTW, zonder dat die duur negen jaar moet overschrijden.

Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet aangetoond worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;

3° indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijk samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, eigenaar van de aan te passen woning,, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingscijf van 618,00 EUR, exclusief BTW, zonder negen jaar te overschrijden;

4° als de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij een persoon bedoeld in 3° die huurder is, de stukken vermeld in 2;

5° het plan van de woning vóór en na de aanpassing.

3.8.1. Goederenlift en heftafels.

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde :

a) De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen. Daarnaast vertoont hij ontegensprekelijke moeilijkheden of zou hij ontegensprekelijke moeilijkheden kunnen vertonen om zich te verplaatsen op een liftstoel.

b) Het apparaat moet voldoen aan de bepalingen van de daarop van toepassing zijnde koninklijke besluiten die al dan niet de Europese richtlijnen omzetten. In dat opzicht dient hij minstens :

1° voorzien zijn van de "EG" labelling;

2° voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.

c) Voor elke installatie voert een erkende en geaccrediteerde instelling een risicoanalyse uit om een bestek op te stellen. De instelling bevestigt dat het aanbod conform het bestek is.

d) De erkende en geaccrediteerde controle-instelling bevestigt dat de installatie van de heftafel uitgevoerd is overeenkomstig het bestek bedoeld onder c).

e) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan twaalf uren weg is van zijn woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Heftafels voor opheffingen tot 3 m :	13.687,00 EUR, plus BTW	18.30.06
Heftafels voor opheffingen boven 3 m :	22.536,00 EUR, plus BTW	18.30.06
Bijkomende kosten in rechtstreeks verband met de installatie van een heftafel	1.955,00 EUR, plus BTW	18.30.06
De onderhoudskosten voortvloeiend uit een normale slijtage van het heffingsysteem waarvoor het Agentschap tussenbeide gekomen is	Jaarlijks maximumbedrag overeenstemmend met 3 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in artikel 10, § 1. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.	18.30.06
De herstellingskosten die voortvloeien uit schade of een ongeval met een heffingsysteem waarvoor het Agentschap tussenbeide gekomen is	Jaarlijks maximumbedrag overeenstemmend met 30 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in artikel 10, § 1. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.	18.30.06

3.8.2. Traplift met zetel (ISO 18.30.10).

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde.

a) De aanvrager :

1° maakt gebruik van een rolstoel of een scooter waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide is gekomen.

2° de aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen.

b) Het apparaat moet voldoen aan de bepalingen van de daarop van toepassing zijnde koninklijke besluiten die al dan niet de Europese richtlijnen omzetten. In dat opzicht dient hij minstens :

1° voorzien te zijn van de "CE" labelling;

2° voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.

c) Een erkende en geaccrediteerde controle-instelling bevestigt dat de apparatuur veilig geïnstalleerd is.

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan twaalf uren weg is van zijn woning.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Traplift met zetel voor steektrap	4958,00 EUR, plus BTW	18.30.10
Traplift met zetel voor trap met één kromming	7.000,00 EUR, plus BTW	18.30.10
Traplift met zetel voor trap met meerdere krommingen	750,00 EUR plus BTW/ bijkomende kromming die toegevoegd moet worden aan het maximumbedrag voorzien voor de trapliften voor trappen met een kromming	18.30.10

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Elektrisch systeem waarvoor de stoel bij het stijgen om zijn as kan draaien	950,00 EUR, plus BTW	18.30.10
Elektrificering van de inklapbare rail	863,00 EUR, plus BTW	
De onderhoudskosten voortvloeiend uit een normale slijtage van het heffingsysteem waarvoor het Agentschap tussenbeide gekomen is	Jaarlijks maximumbedrag overeenstemmend met 3 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in artikel 10, § 1. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.	18.30.10
De herstellingskosten die voortvloeien uit schade of een ongeval met een heffingsysteem waarvoor het Agentschap tussenbeide gekomen is	Jaarlijks maximumbedrag overeenstemmend met 30 % van het bedrag van de gemaakte kosten bedoeld in artikel 10, § 1. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.	18.30.10

3.8.3. Draagbare bruggen (ISO 18.30.15).

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager maakt gebruik van een rolstoel of een scooter waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide is gekomen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
draagbare bruggen van 2 m, glijdend	601,00 EUR, plus BTW	18.30.15
draagbare bruggen van 3 m, glijdend	902,00 EUR, plus BTW	18.30.15
draagbare vloer van 2 m, glijdend	1.157,00 EUR, plus BTW	18.30.15

4. HULPMIDDELEN BIJ COMMUNICATIE EN INFORMATIE (ISO 22).

a) Naast de algemene en/of specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden moet de aanvrager aantonen dat het aangevraagde hulpmiddel past in een op de persoon toegespitst project van interventies waarbij aangegeven wordt :

1) dat hij over de voorkennis beschikt voor het gebruik van het hulpmiddel of dat hij in dat opzicht een opleiding volgt;

2) dat hij vaak of regelmatig gebruik maakt van het hulpmiddel;

3) dat de steun, de relaties en de houdingen van naaste helpers, professioneel of natuurlijk, de taak makkelijker maakt;

b) Mocht de combinatie van een gangbaar gebruiksproduct en een specifieke aanpassing, in geval van gelijkwaardige doeltreffendheid, minder duur zijn dan een volledig specifieke regeling met dezelfde dienstverlening, komt het Agentschap tussenbeide voor het geheel van die combinatie, met inbegrip van het gangbare gebruiksproduct.

Uitsluitingen :

a) Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van een hulpproduct dat enkel gebruik wordt op de plaats waar de persoon school loopt in het bijzonder onderwijs, behalve indien de aanvrager niet het type onderwijs bezoekt dat voor zijn handicap voorzien is.

b) De tegemoetkomingen betreffen geenszins de kosten van de netaansluiting en het eventueel toebehoren, noch de kostprijs van de communicaties, noch de randapparatuur voor de opslag van informatie.

4.1. Hulpmiddelen voor de activiteit lezen.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om te lezen.

De technische producten en systemen voor de communicatie in het bezit van de aanvrager maken de compensatie van de moeilijkheden niet mogelijk.

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden.

Voor de TV-leesloep met dubbele camerafunctie (ISO 22.03.18).

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik op school : in het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen, of op de plaats waar de beroepsactiviteit wordt uitgeoefend wanneer de vergroting van informaties die zich op twee verschillende plaatsen bevinden, noodzakelijk is.

Voor de leesmachine (ISO 22.30.21).

De aanvrager dient aan te tonen dat hij geen beroep doet op het informatica-instrument met scanner en een schermuitleesprogramma.

Voor de leesregels (ISO 22.39.03).

De aanvrager dient te kunnen aantonen dat hij voldoende kennis bezit van het braille lezen of dat hij zich ertoe verbindt in te stappen in een vormingsproces waarbij hij die voorkennis kan opdoen.

Voor het up-to-date maken van vergrotingsprogramma's, vergrotingsprogramma's met een vocale return en schermuitleesprogramma (ISO 22.39.12).

De aanvrager dient er de noodzakelijkheid van aan te tonen door het voorbijgestreefde karakter van de verstrekte bijgewerkte versies met software bij de aankoop.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
TV-leesloop, vast toestel zonder aansluiting op computer	3.676,00 EUR, plus BTW	22.03.18
TV-leesloop, draagbaar zonder aansluiting op computer	907,00 EUR, plus BTW	22.03.18
TV-leesloop met aansluiting op computer	4.717,00 EUR, plus BTW	22.03.18
TV-leesloop met dubbele camerafunctie	6.604,00 EUR, plus BTW	22.03.18
Telefoon toestellen voor mobiele netwerken met schermuitlees- of vergrotingsprogramma	391,00 EUR, plus BTW	22.24.06
Kleurendetectoren	200,00 EUR, plus BTW	22.27.06
Etikettenleessysteem	217,00 EUR, plus BTW	22.27.06
Boekenlezers	279,00 EUR, plus BTW	22.30.03
Leesmachine	2.588,00 EUR, plus BTW	22.30.21
Vaste of draagbare computers	450,00 EUR, plus BTW	22.33.01
Scanners	166,00 EUR, plus BTW	22.36.12
Printers	80,00 EUR, plus BTW	22.39.06
Grote schermen (meer dan 19 inch)	200,00 EUR, plus BTW	22.39.03
Klassieke leesregels (40 lettertekens)	5.849,00 EUR, plus BTW	22.39.03
Grote leesregels (meer dan 40 lettertekens)	10.301,00 EUR, plus BTW	22.39.03
Eentalige spraakweergave	490,00 EUR, plus BTW	22.39.09
Vergrotingssoftware	495,00 EUR, plus BTW	22.39.12
Vergrotingssoftware met gesproken antwoord	665,00 EUR, plus BTW	22.39.12
Bijgewerkte versie van vergrotingssoftware	185,00 EUR, plus BTW	22.39.12
Schermuitleessystemen of tekstverwerkingssoftware	1.415,00 EUR, plus BTW	22.39.12 of 22.12.24
Bijgewerkte versie schermuitleessystemen	840,00 EUR, plus BTW	22.39.12

4.2. hulpmiddelen voor de activiteit lezen.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om te schrijven. De technische producten en systemen voor de communicatie in het bezit van de aanvrager maken de compensatie van de moeilijkheden niet mogelijk.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Manuele/elektrische/sprekende schrijfmachines voor Brailleschrift	735,00 EUR, plus BTW, koffertje inbegrepen	22.12.15
Draagbare elektronische voorzieningen om nota's te nemen voor de braille gebruikers	8.000,00 EUR, plus BTW	22.12.21
Vaste of draagbare computers	450,00 EUR, plus BTW	22.33.01
Scanners	166,00 EUR, plus BTW	22.36.12
Printers	80,00 EUR, plus BTW	22.39.06
Brailleprinters	4.026,00 EUR, plus BTW	22.39.06

4.3. hulpmiddelen voor de activiteit luisteren.

Tegemoetkomingsvoorwaarde.

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om te luisteren.

De technische producten en systemen voor de communicatie in het bezit van de aanvrager maken de compensatie van de moeilijkheden niet mogelijk.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Systemen voor radiofrequentietransmissie : Draadloze geluidszenders	2.521,00 EUR, plus BTW	22.18.24
Infrarode helm	314,00 EUR, plus BTW	22.18.39
Mobiele telefoon toestellen met ingebouwde fax (GSM waarmee e-mails verzonden en ontvangen kunnen worden)	150,00 EUR, plus BTW	22.24.06

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Telefoon toestellen met geluidsversterkers en toebehoren (standaardtoestellen met hogere versterking)	200,00 EUR, plus BTW	22.24.03
Fax	80,00 EUR, plus BTW	22.24.09
Geluidsversterkers voor huistelefoon- en videofoon toestellen	kostprijs van het systeem (plaatsing en eventueel bijkomend toestel inbegrepen): 747,00 EUR, plus BTW	22.24.30
Alarmtoestellen met visuele signalen	De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.333,00 EUR, plus BTW	22.27.03
Alarmtoestellen met mechanische signalen		22.27.09
Trilwekkers en/of lichtgevende wekkers		22.27.12
Omgevingssystemen voor noodalarm		22.27.21
Vaste of draagbare computers	450,00 EUR, plus BTW	22.33.01
Scanners	166,00 EUR, plus BTW	22.36.12
Printers	80,00 EUR, plus BTW	22.39.06

4.4. hulpproducten voor de activiteit praten en communicatietoestellen en -technieken gebruiken.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde.

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om communicatietoestellen en/of -technieken te gebruiken. De technische producten en systemen voor de communicatie in het bezit van de aanvrager maken de compensatie van de moeilijkheden niet mogelijk.

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde.

Voor de huistelefoon bij de huisdeur :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om te stappen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

Opschrift van de hulpmiddelen	Maximumbedrag	ISO-code
Hulpproducten bij de communicatie met rechtstreekse en onrechtstreekse toegang waarbij een beperkt aantal boodschappen aangeboden worden	1.500,00 EUR, plus BTW	22.21.09
Hulpproducten bij de communicatie met rechtstreekse en onrechtstreekse toegang waarbij de alfabetische code gebruikt wordt	4.800,00 EU, plus BTW	22.21.09
Producten voor de bijstand bij de communicatie met een gevoelig scherm dat zonder software werkt	7.400,00 EUR, plus BTW	22.21.09
Producten voor de bijstand bij de communicatie met een gevoelig scherm dat met software werkt	10.000,00 EUR, plus BTW	22.21.09
Communicatiesoftware	1.200,00 EUR, plus BTW	22.21.09
Draadtelefoons en draadloze telefoons GSM met grote toetsen	90,00 EUR, plus BTW	22.24.03 22.24.06
Huistelefoons bij de huisdeur	kostprijs van het systeem (plaatsing en eventueel bijkomend toestel inbegrepen) beperkt tot 747,00 euro, plus BTW	22.24.30
Vaste of draagbare computers	450,00 EUR, plus BTW	22.33.01
Scanners	166,00 EUR, plus BTW	22.36.12
Printers	80,00 EUR, plus BTW	22.39.06
Standaardinputvoorzieningen, toetsenborden en instructiesystemen	250,00 EUR, plus BTW	22.36.03
Aangepaste inputvoorzieningen :	2.500,00 EUR, plus BTW	22.36.06
Bediening met hoofdbewegingen :	3.161,00 EUR, plus BTW	22.36.06

5. SYSTEMEN VOOR DE CONTROLE VAN DE LEEFOMGEVING ZONDER SPRAAKERKENNING (ISO 24.13.03).

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ontegensprekelijke moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 4) om de bedieningen van elektrische en elektronische voorzieningen van de woningen te hanteren en vast te grijpen maakt gebruik van een elektrische rolstoel waarvoor de verplichte gezondheidszorgverzekering tussenbeide is gekomen.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De totale tegemoetkoming van Agentschap in de kostprijs voor het systeem van de controle van de leefomgeving is beperkt tot 3.800,00 euro, plus BTW. De tegemoetkoming van het Agentschap kan opgesplitst worden.

6. VERSCHIEDENE HULPPRODUCTEN.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden (minstens kwalificatiecode 3) om voorwerpen te dragen, te verplaatsen en te hanteren of om communicatietoestellen en -technieken te gebruiken of om de lichaamshouding te veranderen of in stand te houden zonder een beroep te doen op de gevraagde hulp.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 500,00 EUR, plus BTW, geldig voor alle hulpproducten en voor een duur van vijf jaar.

7. DIENSTVERSTREKKINGEN.

7.1. Aanvullend praktisch leerpakket voor het besturen van een niet-aangepaste/aangepaste wagen voor het verkrijgen van een rijbewijs.

Onder aangepast voertuig wordt verstaan een voertuig waarvan de aanpassingen erkend zijn overeenkomstig de reglementaire beschikkingen terzake.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager moet een attest verstrekken opgesteld door C.A.R.A. waarbij aangestipt wordt dat hij bijkomende lesuren rijles moet krijgen.

Het attest moet het aantal uren vaststellen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

Het bedrag wordt beperkt tot 42,00 EUR per lesuur, plus BTW, per lesuur.

De tegemoetkoming mag niet opgesplitst worden.

7.2. Aanvullende theorie lessen voor het verkrijgen van een rijbewijs.

Tegemoetkomingsvoorwaarde :

De aanvrager moet een ernstige aanvoering vertonen van de functies horen en evenwichtsorganen waardoor hinder ontstaat voor het aanleren van de theorie voor het verkrijgen van het rijbewijs.

Tegemoetkomingsmodaliteit.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 89,00 euro, plus BTW.

7.3. Kosten in verband met de technische controle voor de aangepaste voertuigen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

1° 30,00 EUR, BTW meegerekend, als er geen dieselveuilingstest is.

2° 36,00 EUR, BTW meegerekend, als er een dieselveuilingstest is.

7.4. Aanleren van oriëntatie en mobiliteitstechnieken.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te stappen. Zijn moeilijkheden vloeien voort uit zijn visuele functies;

b) De opleiding moet verstrekt worden door een instantie erkend door het Agentschap voor de oriëntatie- en mobiliteitstechnieken.

Het orgaan bedoeld onder b) moet een uitvoerig programma aan het Agentschap overleggen waarin de inhoud en de duur van de opleiding vermeld staan.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

a) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 28 EUR per lesuur, reiskosten inbegrepen.

b) Het aantal uren voor de opleiding wordt beperkt tot :

1° 100 uren voor volwassenen;

2° 200 uren voor minderjarigen.

7.5. Aanvullende opleiding om de technieken betreffende verplaatsingen met een geleidehond aan te leren.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) Personen die een tegemoetkoming van het Agentschap in de aankoopkosten van een geleidehond genoten hebben, komen in aanmerking voor een tegemoetkoming in de kosten van een aanvullende opleiding in geval van belangrijke en duurzame verandering van de verplaatsingsgewoonten (minimum zes maanden).

b) Die aanvullende opleiding wordt gegeven door één van de in punt 2.6.b. bedoelde organen, die de noodzaak ervan zal rechtvaardigen en na afloop van de opleiding een rapport zal overleggen.

c) Deze tegemoetkoming is hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als nieuwe omstandigheden het eisen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten.

De tegemoetkoming bij een aanvullende opleiding wordt beperkt tot 28 euro/uur opleiding (reiskosten inbegrepen), ten belope van maximum 20 uur.

7.6. Pedagogische begeleiding.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De pedagogische begeleiding is bestemd voor gehandicapte personen die :

1° universitaire studies of niet-universitaire hogere studies volgen die erkend zijn door de Franse Gemeenschap,

2° of een opleiding voor volwassenen die erkend of gesubsidieerd wordt door een openbare overheid en georganiseerd op het grondgebied ofwel van het Waalse Gewest ofwel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

b) De pedagogische begeleiding beoogt de begeleiding van de student in termen van mondelinge uitleg, herhaling van de informatie, pedagogisch toezicht of vertaling in gebarentaal en dit, om de aan de handicap te wijten begripsproblemen te ondervangen;

c) De aanvrager dient ernstige moeilijkheden te vertonen om de activiteiten te volgen eigen aan de hogere studies of de beroepsopleiding. De technische producten en systemen voor de communicatie in het bezit van de aanvrager maken de compensatie van de moeilijkheden niet mogelijk.

d) Het Agentschap moet over een schoolbezoekattest of opleidingsattest voor volwassenen zoals bedoeld onder punt a) beschikken.

e) De begeleiding wordt gegeven binnen één van de door het beheerscomité van het Agentschap erkende structuur of binnen één van de door het College van de Franstalige Gemeenschapscommissie erkende dienst.

f) De opleider moet vaardigheden aantonen in de vakken die hij aan de aanvrager moet uitleggen. Anderzijds verklaart hij op erewoord dat hij geen andere vergoeding krijgt tijdens de verstrekte opleidingsuren. Als de begeleiding een vertaling in gebarentaal betreft, moet de begeleider deze vaardigheid tenminste kunnen bewijzen.

g) De erkende structuur dient bij het Agentschap een begeleidingsproject ten gunste van de aanvrager in.

h) Aan het einde van elk academisch jaar of van de cyclus voor korte opleidingen wordt door de erkende structuur een evaluatieverslag overgemaakt aan het Agentschap.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

a) De beslissing van het Agentschap dekt de duur van een studiecycclus of de daadwerkelijke duur van het opleidingsprogramma. Bij heroriëntatie of evolutie van de handicap moet de aanvrager het Agentschap daarover inlichten.

b) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt in de kostprijs tot 32,00 euro/uur opleiding tegen een maximum van 450 uur per academisch jaar of per opleidingsjaar.

Bij een opleidingsprogramma met een duur van minder dan één jaar wordt dat maximum beperkt tot 15 uur/week zonder evenwel de maxima toegelaten door punt *b)* te boven te mogen gaan.

De dienstverstrekkings voor de coördinatie tussen de verschillende interveniënten en de opleiding van de begeleiders van gehandicapte studenten worden ingerekend in het vastgestelde aantal uren.

7.7. Omzetting in brailleschrift en andere aanpassingen van werken in het kader van de schoolopleiding.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager vertoont ernstige moeilijkheden om te lezen in het kader van de voorschoolse opleiding, de schoolse opleiding en het hoger onderwijs;

Zijn moeilijkheden vloeien voort uit zijn visuele functies;

b) De aanvrager dient een document te verstrekken waarin het soort voorgestelde aanpassingen of omzettingen in brailleschrift worden aangestipt, opgesteld door een instelling bedoeld onder *d)*;

c) De aanvrager dient een attest van schoolbezoek voor te leggen voor gewoon onderwijs in de kleuterklas, lager, middelbaar of hoger onderwijs, erkend door de Franse Gemeenschap;

d) De omzettingen in brailleschrift en andere aanpassingen van werken dienen uitgevoerd te worden door een organisme erkend door het beheerscomité van het Agentschap of het College van de Franse Gemeenschapscommissie. De erkenning van die instellingen is verbonden aan de voorwaarden van hun jaarlijkse verbintenis om samen te werken in het kader van een overeenkomst voor het delen van gegevens waarvan het Agentschap de inhoud moet nagaan op grond van een jaarlijks onderzoek;

e) De betaling van de tegemoetkoming door het Agentschap aan de instelling bedoeld in punt *d)* wordt ondergeschikt gemaakt aan het mededelen door laatstgenoemde van een individuele overnamefiche waarvan het model door het Agentschap opgesteld wordt, ondertekend door de aanvrager op het einde van elk academisch jaar.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

a) De beslissing van het Agentschap dekt de duur van de studies, is verbonden aan de voorwaarde van de jaarlijkse overlegging van het bezoekattest bedoeld in punt *c)* van de tegemoetkomingsvoorwaarden.

b) Het Agentschap kent een jaarlijkse forfaitaire tegemoetkoming toe om gedeeltelijk de kosten te dekken in verband met de omzettingen in brailleschrift en andere aanpassingen van werken en de desbetreffende op de persoon toegespitste raadgevingen.

c) De forfaitaire tegemoetkoming van het Agentschap in de instelling bedoeld in punt *d)* van de tegemoetkomingsvoorwaarden is beperkt :

in braille, gesproken tekst of informaticaversie :

Voor de eerste vier jaar van het lager onderwijs	1.116,00 EUR
Voor het vijfde en het zesde jaar van het lager onderwijs	1.363,00 EUR
Voor het middelbaar	1.735,00 EUR
Voor het hoger onderwijs	1.983,00 EUR
In de vorm van vergrotingen op papier :	
Voor de kleuterklassen en het lager onderwijs	167,00 EUR
Voor het middelbaar	260,00 EUR
Voor het hoger onderwijs	335,00 EUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële hulp verleend voor de integratie van gehandicapte personen.

Namen, 14 mei 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE